

Chapitre 2 - Fonds de sécurité d'existence de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois

Titre Ier - Fixation du montant et des modalités d'octroi et de liquidation des avantages sociaux complémentaires

Cct du 25 avril 2001, Ar du, Mb du, en remplacement de la Cct du 17 novembre 1999, Ar du, M.B. du qui coordonne les Cct conclues respectivement le 15 novembre 1995, le 24 juin 1998 et le 9 décembre 1998, en remplacement de la Cct du 24 mars 1993, Ar du 23 septembre 1994, Mb du 24 novembre 1994

Article 1er. En application de l'art. 2 des statuts fixés par la décision du 29 juillet 1964 instituant un Fonds de sécurité d'existence et en fixant ses statuts, modifiés en dernier lieu par la convention collective de travail du 10 juin 1987, rendue obligatoire par arrêté royal du 12 avril 1988, il est octroyé, à charge du fonds les avantages sociaux suivants :

1. une prime de fidélité;
2. un avantage social aux membres d'une organisation représentative de travailleurs;
3. une allocation complémentaire de chômage;
4. une allocation complémentaire pour les journées assimilées pour chômage économique ou technique, chômage temporaire pour cause de force majeure, incapacité de travail et congé pour raisons impérieuses;
5. une indemnité spéciale aux ouvriers en cas de licenciement collectif;
6. une indemnité complémentaire aux victimes d'un accident du travail;
7. une indemnité complémentaire en cas d'incapacité de travail de longue durée;
8. une allocation aux ouvriers(ères) pensionné(e)s;
9. une allocation à la veuve (au veuf) d'un(e) ouvrier(ère) pensionné(e);
10. une allocation aux ouvriers qui, par suite d'un handicap physique, sont en incapacité de travail totale de longue durée;
11. une allocation à la veuve (au veuf) d'un(e) handicapé(e) physique;
12. une indemnité spéciale à accorder à certains travailleurs âgés qui ont cessé toute activité professionnelle et qui ne peuvent bénéficier ni de la prépension conventionnelle sectorielle, ni du complément d'ancienneté en vertu de l'arrêté royal du 13 janvier 1989, concernant l'octroi d'un complément d'ancienneté aux chômeurs âgés (*Moniteur belge* du 19 janvier 1989).

Ces avantages sociaux complémentaires sont octroyés aux ouvriers occupés dans les entreprises relevant de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois. Par "ouvriers" sont visés les ouvriers et ouvrières.

Chapitre Ier - Prime de fidélité

Art. 2. Une prime de fidélité est octroyée aux ouvriers(ères) occupé(e)s dans les entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois au cours d'une période qui se situe entre le 1er juillet 2000 et le 30 juin 2002

NEEPEEGANG-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR.
 25-06-2001
 10/8/2001
 N° 58512

160 | 126

Art. 3. Pour les années 2001 et 2002 la prime de fidélité est calculée sur base de 8,55% des salaires bruts à 108% non limités gagnés dans les entreprises pendant les périodes du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 et du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002..

Art. 4. Le montant de la prime de fidélité est calculé sur les salaires bruts à 108% figurant sur les déclarations trimestrielles à l'Office national de sécurité sociale.

Le montant minimum par titre de paiement est fixé à 25 € (1.000 BEF). Si la prime de fidélité n'atteint pas 25 € (1.000 BEF), il n'est pas émis de titre de paiement.

Art. 5. Pour chaque ayant droit le Fonds établit un titre personnel. Les titres sont envoyés avant le 5 décembre de l'année pour laquelle l'avantage est dû aux employeurs chez lesquels l'ouvrier est ou a été mis au travail. Aussitôt après réception, l'employeur remet le titre à l'ayant droit.

Ces titres mentionnent les salaires bruts non limités, gagnés chez l'employeur en question.

Art. 6. La prime de fidélité est payable à partir du 10 décembre de l'année pour laquelle l'avantage est dû. Le titre reste valable pendant un an.

Art. 7. Les ayants droit qui sont membres d'une des organisations interprofessionnelles représentatives de travailleurs, fédérées sur le plan national, qui sont représentées à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois introduisent leur titre, pour paiement, auprès de leur organisation de travailleurs. Les autres ayants droit introduisent leur titre directement auprès du Fonds.

Art. 8. Les titres présentés pour paiement respectivement après le 15 décembre de l'année qui suit l'année pour laquelle le titre est délivré, ne sont plus valables.

Chapitre II - Avantage social aux membres d'une organisation représentative de travailleurs

Art. 9. Un avantage social est octroyé aux ouvriers occupés dans les entreprises du secteur de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois qui ont acquis le droit à la prime de fidélité comme prévu au Chapitre Ier, art. 2 et 3 de la présente convention collective de travail et/ou aux ouvriers liés par un contrat de travail à une entreprise du secteur de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois appelés sous les armes et/ou aux ouvriers qui sont incapables de travailler pendant une longue durée et/ou aux ouvriers frappés par un accident du travail et qui sont membres d'une des organisations interprofessionnelles représentatives de travailleurs, fédérées sur le plan national, qui sont représentées à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Art. 10. Les modalités d'application ainsi que le montant de cet avantage social sont fixés annuellement par le Comité paritaire de gestion du Fonds de sécurité d'existence et soumis à l'approbation de la Commission paritaire.

Chapitre III - Allocation complémentaire de chômage

Art. 11 - Ouverture du droit

§ 1. Une allocation complémentaire de chômage est accordée aux ouvriers dès qu'ils ont droit aux allocations de chômage ou d'attente en application des dispositions légales et réglementaires en matière d'assurance chômage.

Pour avoir droit à l'allocation complémentaire de chômage, ils doivent être en possession d'une carte d'ayant droit et avoir été au service d'une entreprise ressortissant au secteur de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois avant la période de chômage. L'ouvrier qui prend ses congés annuels ou est en incapacité de travail, pendant la période

qui se situe entre la fin de son contrat de travail et le début de la période de chômage, est censé remplir cette dernière condition.

§ 2. L'Administration du Fonds délivre la carte d'ayant droit pour un exercice de prestations aux ouvriers qui prouvent au moins 130 jours rémunérés au cours de l'exercice de référence. Par "exercice de prestations" on entend la période du 01.01 au 31.12 inclus de l'année civile suivant la fin de l'exercice de référence.

Par "exercice de référence" on entend la période du 01.07 au 30.06 inclus de l'année précédant immédiatement l'exercice de prestations.

Par "jours rémunérés", on entend : les jours prestés, les jours couverts par le salaire hebdomadaire garanti (les 7 premiers jours), les jours de petit chômage, les jours de compensation en raison de la diminution de la durée du travail, les jours de repos compensatoire pour les heures supplémentaires, les jours fériés rémunérés ainsi que les jours de congé syndical.

Exemple : l'ouvrier prouve 130 jours rémunérés entre le 1er juillet 1999 et le 30 juin 2000 la carte d'ayant droit délivrée est valable du 01.01.2001 au 31.12.2001 inclus.

§ 3. Dérogations

1. Entrée en service au cours de l'exercice de référence

1.1 L'ouvrier qui entre en service de l'employeur au cours de l'exercice de référence, qui répond aux conditions du § 1, mais ne répond pas aux conditions du § 2, ouvre le droit aux allocations complémentaires à partir du 1er jour du trimestre qui suit le trimestre au cours duquel les 130 jours rémunérés sont atteints.

Cette dérogation entre en vigueur le 01.07.1999, pour tout ouvrier entré en service à partir de cette même date.

Exemple : l'ouvrier entre en service le 5.10.2000 et atteint 130 jours rémunérés le 1.04.2001. Ouverture du droit : 1.07.2001.

1.2 La preuve des 130 jours rémunérés est apportée à l'aide d'une feuille de renseignements complétée par l'employeur, dont le modèle est arrêté par le Comité de gestion du Fonds.

2. Ouvriers qui ne peuvent apporter la preuve des 130 jours rémunérés au cours de l'exercice de référence, mais qui font preuve d'ancienneté dans le secteur de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Les ouvriers qui remplissent les conditions fixées à l'art. 11§1, sans remplir celles fixées à l'art. 11 § 2, peuvent ouvrir le droit à l'allocation complémentaire de chômage dans les conditions suivantes :

Années de service dans le secteur	Nombre de jours rémunérés à prouver au cours de l'exercice de référence
25 années de service	65
20 années de service	75
15 années de service	85
10 années de service	95
9 années de service	105
8 années de service	115
7 années de service	125

La carrière de l'ouvrier est calculée de date à date.

Elle doit être prouvée au 1er janvier de chaque exercice de prestations.

3. Travail à temps partiel au cours de l'exercice de référence

L'ouvrier occupé à temps partiel au cours de l'année de référence et qui ne remplit pas la condition définie à l'article 11§2, peut obtenir la carte d'ayant droit aux conditions suivantes :

1) le travail à temps partiel est au moins égal à 50% d'un emploi à temps plein dans l'entreprise

2) pour la période pendant laquelle il a travaillé à temps partiel, l'ouvrier apporte la preuve d'un nombre de jours qui, traduit en travail à temps plein, lui fait atteindre au moins 130 jours rémunérés pour l'ensemble de la période de référence.

Exemple : Ouvrier à temps partiel du 1.07.2000 au 30.06.2001 : 32 heures par semaine.

Ouvrier à temps plein : 40 heures par semaine

Nombre de jours prouvés (ou nombre d'heures divisé par 8) : 104 jours

Formule : $\frac{104}{32} \times 40 = 130$ jours.

Art. 12 - Jours indemnisables

§ 1. Le nombre de jours indemnisables est fixé à 130 par exercice de prestations, dans un régime de 6 jours indemnisables par semaine.

Si pendant la 1ère année de chômage complet le nombre maximum de jours indemnisables n'est pas épuisé, le solde est reporté à l'exercice de prestations suivant.

§ 2. Pour un ouvrier à temps partiel, le nombre de jours indemnisables est calculé conformément aux dispositions légales et réglementaires en matière de chômage.

§ 3. Après épuisement du nombre maximum de jours indemnisables au cours de la 1ère année de chômage complet, le chômeur complet indemnisé peut, pendant le 2e exercice de prestations, prétendre au nombre maximum de jours indemnisables comme prévu à l'article 12 § 1.

Pour y avoir droit, il doit prouver une carrière de 10 années prestées au service d'une entreprise ressortissant à la Commission Paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois. Ces 10 années doivent se situer au cours de la période précédant immédiatement la période de chômage et pendant ces 10 années, l'ouvrier doit prouver au moins 5 années de prestations effectives.

Cette condition doit être remplie à la date du début de la période de chômage.

§ 4. Le paiement de l'allocation complémentaire de chômage est suspendu pendant maximum 2 mois, lorsque le chômeur est intégré dans un programme gouvernemental d'insertion au travail de l'initiative de l'ONEM ou à sa propre initiative.

Il en est de même pour le chômeur qui accepte un emploi pour échapper au chômage.

Pendant cette(ces) période(s) de suspension, l'ouvrier en question n'a pas droit à l'allocation complémentaire de chômage.

Lorsque, après la(les) période(s) de suspension, l'ouvrier est à nouveau au chômage, le solde des 130 jours peut lui être accordé, après déduction des jours pour lesquels il pouvait prétendre aux allocations complémentaires de chômage à charge d'un autre Fonds de Sécurité d'Existence.

Art. 13 - Exclusions

§ 1. L'ouvrier ne peut prétendre à l'allocation complémentaire de chômage (totale ou partielle) que dans la mesure où il a également droit à l'allocation de chômage ou d'attente légale (totale ou partielle).

§ 2. L'ouvrier ayant droit aux allocations de chômage en raison de la prépension conventionnelle, n'a pas droit à l'allocation complémentaire prévue dans ce chapitre.

Il en est de même pour l'ouvrier qui a droit au supplément d'ancienneté pour chômeurs âgés en application de l'Ar du 13.01.1989, Mb du 19.01.1989.

§ 3. L'allocation complémentaire de chômage n'est pas accordée les jours auxquels l'ouvrier a droit à :

- un salaire
- une indemnité de rupture de contrat
- un pécule de vacances
- des indemnités d'assurance maladie, d'assurance-loi ou de maladie professionnelle
- une indemnité de transition accordée par le Fonds de Fermeture d'Entreprises
- une allocation accordée par un autre Fonds de Sécurité d'Existence.
- *une allocation crédit-temps ou une allocation de réduction de carrière.*

Art. 14 - Montant et conditions d'octroi

§ 1 Le montant et les conditions d'octroi de cette allocation sont fixés par la Commission Paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois par convention collective de travail rendue obligatoire par Ar.

Depuis le 1.01.1998, l'allocation s'élève à 166 BEF par jour.

A partir du 1^{er} janvier 2002 l'allocation complémentaire de chômage complet s'élève à : 4,12 € (166 BEF) et l'allocation de chômage temporaire s'élève à : 4,26 € (172 BEF)

§ 2. Pour obtenir le paiement de l'allocation complémentaire de chômage :

- les ayants droit qui sont membres d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7 s'adressent à leur organisation de travailleurs qui a payé les allocations principales de chômage
- les autres ayants droit introduisent auprès du Fonds un dossier prévu à cet effet par le Fonds et une attestation de la caisse de chômage.

Art. 14bis - Date d'application

La nouvelle version de ce chapitre est d'application pour toute journée de chômage se situant après le 31.12.1999.

Chapitre IV - Allocation complémentaire pour les journées assimilées pour chômage économique ou technique, chômage temporaire pour cause de force majeure, incapacité de travail et congé pour raisons impérieuses

Art. 15. Une allocation complémentaire pour les journées assimilées pour chômage économique ou technique, chômage temporaire pour cause de force majeure, incapacité de travail et congé pour raisons impérieuses est payée aux ouvriers occupés dans les entreprises relevant de la compétence de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Art. 16. Les modalités d'application ainsi que le montant de cette allocation complémentaire sont fixés annuellement par le Comité paritaire de gestion du Fonds de sécurité d'existence et soumis à l'approbation de la Commission paritaire.

Chapitre V - Indemnité spéciale aux ouvriers en cas de licenciement collectif

Art. 17. §1. L'allocation complémentaire de chômage à charge du Fonds est octroyée comme suit aux ouvriers qui ont droit à l'indemnité due en cas de licenciement collectif, visée par la convention collective de travail conclue le 8 mai 1973 au sein du Conseil national du travail relative au licenciement collectif, rendue obligatoire par arrêté royal du 6 août 1973 : la moitié de la différence entre le salaire net de référence et les allocations normales de chômage est couverte en cas de licenciement collectif par l'allocation complémentaire de chômage octroyée par le Fonds.

A partir du 1er janvier 1997, la définition de "licenciement collectif" reprise à la Cct (CNT) précitée du 8 mai 1973 est, pour l'application de ce chapitre, étendue aux licenciements pour motif économique touchant au cours d'une période ininterrompue de 120 jours un nombre de travailleurs, tel que défini par la Cct précitée.

Lorsque la moitié de la différence n'est pas couverte par ladite allocation, le Fonds paie aux ouvriers le montant dû sur base des documents justificatifs requis.

§2. L'allocation complémentaire de chômage à charge du Fonds est également octroyée aux ouvriers occupés dans des entreprises occupant moins de 20 travailleurs, à condition que :

- au moins 6 travailleurs soient licenciés pendant la période visée par la convention collective de travail du 8 mai 1973, si l'entreprise occupe de 12 à 20 travailleurs;
- au moins la moitié des travailleurs soit licenciée pendant la période visée par la convention collective de travail du 8 mai 1973, si l'entreprise occupe moins de 12 travailleurs.

Pour autant que les ouvriers justifient leur droit à "l'indemnité due en cas de licenciement collectif" et qu'ils demeurent en chômage pendant une période de quatre mois prenant cours le lendemain du jour de la cessation du contrat de travail, ou éventuellement, le lendemain du jour où a pris fin la période couverte par une indemnité de rupture, le Fonds continue à verser l'allocation complémentaire de chômage jusqu'à la fin de la période susvisée.

Ceci n'enlève pas à l'intéressé le droit aux allocations complémentaires de chômage pour la période annuelle prévue en cas de chômage ne se rapportant pas à un licenciement collectif.

Art. 18. Les ayants droit introduisent la demande d'octroi de l'indemnité visée auprès du Fonds à l'aide d'un formulaire destiné à cet effet.

Art. 19. Les dispositions des articles 17 et 18 sont uniquement applicables aux ouvriers qui sont victimes de licenciement collectif et bénéficient des allocations de chômage.

Art. 20. Le dernier employeur reste néanmoins redevable de l'indemnité pour une période de quatre mois comme prévu à l'arrêté royal du 6 août 1973 dans les cas suivants :

- a. les ouvriers en chômage qui sont exclus du bénéfice des allocations de chômage pour une cause indépendante de leur volonté;
- b. les ouvriers occupant un nouvel emploi leur donnant une rémunération inférieure à celle dont ils bénéficiaient antérieurement;
- c. les ouvriers en formation professionnelle, organisée ou agréée par l'Onem et touchant une indemnité inférieure au salaire qu'ils gagnaient antérieurement.

Pour ces cas, l'indemnité est égale :

cas a : à la moitié de la différence entre la rémunération nette et les allocations de chômage auxquelles l'ouvrier aurait pu prétendre;

cas b et c : à la moitié de la différence entre la rémunération nette de référence et le total des ressources nettes obtenues en raison du nouvel emploi ou de la formation professionnelle.

Chapitre VI - Indemnité complémentaire aux victimes d'un accident de travail

Art. 21. Une indemnité complémentaire est octroyée aux ouvriers victimes d'un accident de travail survenu au cours du travail ou sur le chemin du travail.

Art. 22. L'indemnité complémentaire visée à l'article 21 est octroyée à partir du trente-et-unième jour civil.

Seuls les jours d'activité normale donnent lieu au paiement de l'indemnité complémentaire.

Art. 23. L'indemnité est calculée par le Fonds, après la reprise du travail ou après épuisement du nombre total de jours prévus par le Fonds en cas de période d'incapacité de travail ininterrompue.

Art. 24. Le nombre de jours indemnifiables est fixé à 200 jours par accident de travail.

Art. 25. Le montant et les conditions d'octroi de cette indemnité sont fixés par la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois par convention collective de travail rendue obligatoire par arrêté royal.

Depuis le 1er janvier 1998, le montant est fixé à 144 BEF/jour, majoré de l'avantage social prévu à l'art. 10.

A partir du 1^{er} janvier 2002, ce montant est fixé à : 3,70 € (149 BEF) par jour, augmenté de l'avantage social prévu à l'article 10.

Art. 26. Les ayants droit introduisent la demande d'octroi de l'indemnité complémentaire visée auprès du Fonds à l'aide d'un formulaire destiné à cet effet.

Les ayants droit qui sont membres d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7 introduisent leur demande à l'intervention de leur organisation de travailleurs.

Les autres ayants droit introduisent leur demande directement auprès du Fonds.

Art. 27. Pour les ayants droit ayant introduit la demande à l'intervention d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7, la liquidation s'effectue à l'intervention de leur organisation de travailleurs; pour les autres, la liquidation s'effectue directement par le Fonds.

Art. 28. En cas d'accident mortel survenu au cours du travail ou sur le chemin du travail, une indemnité forfaitaire de 150.000 BEF, majorée d'une indemnité forfaitaire de 20.000 BEF par enfant bénéficiaire d'allocations familiales, est liquidée aux ayants droit de la victime.

A partir du 1^{er} janvier 2002, l'indemnité forfaitaire est fixée à 5.578 € (225.016 BEF) et l'indemnité forfaitaire par enfant à charge s'élève à : 558 € (22.510 BEF) par enfant.

Aux victimes d'un accident de travail entraînant une incapacité de travail permanente de 66% et plus, une indemnité unique de 20.000 BEF, majorée de 15.000 BEF par enfant bénéficiaire d'allocations familiales, est octroyée.

A partir du 1^{er} janvier 2002, l'indemnité unique s'élève à 744 € (30.013 BEF), augmentée de 558 € (22.510 BEF) par enfant.

Chapitre VII - Indemnité complémentaire en cas d'incapacité de travail de longue durée

Art. 29 - Ouverture du droit

§ 1. Une indemnité complémentaire est octroyée aux ouvriers qui sont en incapacité de travail de longue durée, dès qu'ils ont bénéficié des indemnités d'incapacité de travail en vertu des dispositions légales et réglementaires en matière d'assurance-maladie. L'accident du travail, la maladie professionnelle ainsi que le congé de maternité (15 semaines) sont, dès lors, exclus de cet avantage. Pour avoir droit à l'indemnité complémentaire, les ouvriers doivent être liés par un contrat de travail à un employeur du secteur de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois au début de l'incapacité de travail et ils doivent prouver au moins 130 jours rémunérés dans le secteur au cours des cinq dernières années.

§ 2. Par "jours rémunérés" on entend les jours prestés, les jours couverts par le salaire hebdomadaire garanti (les 7 premiers jours), les jours de petit chômage, les jours de compensation en raison de la diminution de la durée du travail, les jours de repos compensatoire pour les heures supplémentaires, les jours fériés rémunérés ainsi que les jours de congé syndical.

§ 3. Dérogations

La période pendant laquelle l'ouvrier a été mis au travail comme intérimaire par le curateur désigné dans le cas d'une faillite ou d'un accord judiciaire d'un employeur du secteur de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois est, pour l'application du présent chapitre, assimilé à l'ouvrier "lié par un contrat de travail" défini au 1er alinéa.

Art.30 - L'indemnité complémentaire

§ 1. L'indemnité complémentaire visée à l'article 29 est octroyée à partir du trente et unième jour calendrier.

§ 2. Pour la détermination de la date de début d'une période d'incapacité de travail, les notions telles que "rechute", "même incapacité de travail" ou "autre incapacité de travail" figurant dans la loi du 14.07.1994 concernant l'assurance maladie-invalidité sont utilisées.

Art.31 - Date du calcul de l'indemnité

L'indemnité est calculée par le Fonds de Sécurité d'Existence, après la reprise du travail ou après épuisement du nombre total de jours prévus par le Fonds en cas de période d'incapacité de travail ininterrompue.

Art.32 - Période indemnisable

§ 1. La période indemnisable par incapacité de travail est fixée à 365 jours civils, diminués des 30 premiers jours civils d'incapacité de travail.

Cette période est prolongée de la période de vacances annuelles à laquelle l'ouvrier a droit au début ou pendant son incapacité de travail.

Toute période d'incapacité de travail dont le droit a été ouvert avant la fin du contrat de travail, continue à donner droit à l'indemnité complémentaire après la fin de celui-ci.

L'assimilation prévue à l'art. 29 § 3 vaut également pour l'application de ce paragraphe.

§ 2. Le nombre d'indemnités peut s'élever au maximum à 6 par semaine et à 287 par ouvrier par incapacité de travail.

§3. *L'indemnité d'incapacité de travail n'est pas accordée pour les jours pour lesquels l'ouvrier a droit à :*

- un salaire
- une indemnité de rupture de contrat
- un pécule de vacances
- des indemnités de chômage, d'assurance-loi ou de maladie professionnelle
- une indemnité de transition accordée par le Fonds de Fermeture d'Entreprises
- une allocation accordée par un autre Fonds de Sécurité d'Existence.
- une allocation crédit-temps ou une allocation de réduction de carrière.

Art.33 - Montants

§ 1. L'indemnité pour les périodes ci-après s'élève à :

du 3^e jour civil après le début de l'incapacité de travail au 150^e jour civil: 166 BEF par jour indemnisable ;

du 151^e jour civil après le début de l'incapacité de travail au 365^e jour civil : 196 BEF par jour indemnisable.

A partir du 1^{er} janvier 2002, ces montants ont été fixés à :

- à partir du 31^e jour au 150^e jour calendrier inclus : 4,26 € (172 BEF) par jour,
- à partir du 151^e jour au 365^e jour calendrier inclus : 4,86 € (196 BEF).

Les montants précités sont majorés de l'avantage social prévu à l'art.10 et de l'allocation complémentaire prévue à l'art.16.

§ 2. Travail à temps partiel

Lorsqu'un ouvrier est occupé à temps partiel au moment du début de l'incapacité de travail, l'indemnité complémentaire est calculée selon une des formules suivantes:

$$a) \frac{\text{montant journalier} \times \text{nombre de jours de travail par semaine}}{5 \text{ jours}} = \dots\dots\dots \text{BEF}$$

par jour pendant le nombre maximum de jours.

b) Occupation à temps partiel = ... % d'une occupation à temps plein. L'indemnité journalière est multipliée par ce %.

§ 3. Reprise partielle du travail

Si l'ouvrier reprend partiellement le travail avec l'accord du médecin-conseil de la mutualité, l'indemnité complémentaire en cas d'incapacité de longue durée représente un pourcentage du montant journalier qui correspond au degré d'incapacité de travail qui subsiste.

Exemple :

- L'ouvrier concerné est tombé malade le 16 novembre 1999
- Il est en incapacité de travail à 100% du 16 novembre 1999 au 27 mai 2000.
- A partir du 28 mai 2000, le médecin conseil de la mutualité l'autorise à reprendre le travail à temps partiel, à savoir à 40%.

A partir du 28 mai 2000, l'ouvrier concerné perçoit 60% du montant journalier.

Art.34 - Demande

Les ayants droit ayant été en incapacité de travail pendant plus de trente jours calendrier et qui ont perçu les indemnités d'incapacité de travail correspondantes, introduisent la demande d'octroi de l'indemnité complémentaire visée auprès du Fonds à l'aide d'un formulaire destiné à cet effet.

Les ayants droit qui sont membres d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7 introduisent leur demande par l'intermédiaire de leur organisation de travailleurs. Les autres ayants droit introduisent leur demande directement auprès du Fonds.

Art.35 - Paiement

Pour les ayants droit ayant introduit la demande par l'intermédiaire d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7, le paiement s'effectue par l'organisation de travailleurs; pour les autres, le paiement s'effectue directement par le Fonds.

Art.35 bis - Entrée en vigueur

Le chapitre VII entre en vigueur le 1er juillet 1999 pour toutes les périodes d'incapacité de travail qui débutent à partir de cette même date.

Chapitre VIII - Allocation aux ouvriers pensionnés

(NB Ce chapitre est uniquement d'application aux pensionnés dont le droit a commencé à courir avant le 1^{er} juillet 1997 et auxquels il faut appliquer le régime de transition prévu à l'article 49§2).

Art. 36. Une allocation est octroyée aux ouvriers pensionnés qui, au cours de leur carrière professionnelle, ont été occupés dans une entreprise ressortissant à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Les pensionnés qui bénéficient de l'allocation en application de la convention collective de travail du 19 avril 1983 (date d'échéance, le 1er janvier 1987) fixant le montant et les modalités d'octroi et de liquidation des avantages sociaux complémentaires, modifiée par la convention collective de travail du 10 juin 1987, respectivement rendue obligatoire par les arrêtés royaux des 20 octobre 1983 et 25 avril 1988, publiés au *Moniteur belge* du 15 décembre 1985 et du 25 juin 1988, et les travailleurs qui ont pris leur pension de retraite avant le 1er janvier 1988 conservent le bénéfice de l'allocation tel que prévu dans la convention collective de travail précitée.

Les cas particuliers découlant des modifications de la convention collective de travail peuvent être soumis au Comité paritaire de gestion.

Art. 37. Peuvent prétendre à cette allocation, les ouvriers qui ont atteint l'âge d'au moins 60 ans et qui bénéficient de la pension de retraite accordée conformément aux dispositions

légales relatives à la pension de retraite et de survie des travailleurs telles qu'elles sont en vigueur à partir du 1er janvier 1991.

Art. 38. L'allocation est fixée comme suit :

§1. Pour une occupation de 5 ans ou plus dans une entreprise de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois, mais de moins de 10 ans, et à condition que le dernier employeur soit un employeur du secteur de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois, une allocation est payée conformément au barème ci-dessous :

5 années complètes :	123,95 €	5.000 BEF
6 années complètes :	173,53 €	7.000 BEF
7 années complètes :	233,10 €	9.000 BEF
8 années complètes :	272,68 €	11.000 BEF
9 années complètes :	322,26 €	13.000 BEF.

§2. Une occupation dans une entreprise de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois de 10 années complètes et plus mais de moins de 21 années complètes qui doivent se situer au cours des 25 dernières années précédant la pension (prépension) et au plus tôt à l'âge prévu dans la convention collective concernant la prépension sectorielle donne droit à une allocation de 495,79 € 20.000 BEF.

§3. En cas d'occupation dans une entreprise de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois pendant plus de 20 années complètes, l'allocation est accordée conformément au barème ci-dessous :

21 années complètes :	520,58 €	21.000 BEF
22 années complètes :	545,36 €	22.000 BEF
23 années complètes :	570,15 €	23.000 BEF
24 années complètes :	594,94 €	24.000 BEF
25 années complètes :	619,73 €	25.000 BEF.

Le montant maximum est fixé à 619,73 € (25.000 BEF).

L'occupation visée doit se situer au cours des 30 dernières années précédant la pension (prépension) et au plus tôt à l'âge prévu dans la convention collective de travail concernant la prépension sectorielle.

§4. En cas d'occupation dans le secteur pendant moins de 5 années complètes, aucune allocation n'est payée.

§5. Aucune allocation n'est octroyée pour les périodes d'assimilation en dehors du contrat de travail (par exemple prépension, chômage complet, etc.).

Art. 39. Les ayants droit qui reçoivent déjà une même allocation payée par un autre Fonds de sécurité d'existence que celui de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois reçoivent au maximum l'allocation visée à l'article 38 diminuée de l'allocation qu'ils ont ainsi déjà touchée.

Art. 40. Les ayants droit introduisent la demande d'octroi de l'allocation visée auprès du Fonds à l'aide d'un formulaire destiné à cet effet.

Les ayants droit qui sont membres d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7 introduisent leur demande à l'intervention de leur organisation de travailleurs.

Les autres ayants droit introduisent leur demande directement auprès du Fonds.

Art. 41. La liquidation de l'allocation s'effectue par le Fonds. Pour l'année de pension, l'allocation est payée à raison de 1/12 du montant annuel total par mois de pension.

Les modalités de liquidation sont fixées par le Comité paritaire de gestion.

Pour les ayants droit qui ont introduit leur demande à l'intervention d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7, la liquidation s'effectue à l'intervention de leur organisation de travailleurs; pour les autres, la liquidation s'effectue directement par le Fonds.

Art. 42. Les ayants droit qui ont obtenu une première fois l'allocation ne doivent plus introduire de nouvelle demande les années suivantes. Dans le courant du mois de janvier, le Fonds de sécurité d'existence envoie à ceux qui ont déjà obtenu cette allocation, un formulaire "renouvellement".

Selon le cas, l'ayant droit transmet le formulaire "renouvellement" signé à l'organisation de travailleurs ou directement au Fonds.

Si, à la réception du formulaire "renouvellement", l'ayant droit est décédé, la veuve (le veuf) ou l'héritier (les héritiers) doit (doivent) joindre au formulaire un extrait de l'acte de décès.

Si l'ayant droit pensionné est décédé avant le 1er janvier, le droit à l'allocation échoit.

Chapitre VIII bis - Allocation aux ouvriers pensionnés (NB Règle générale d'application à partir du 1^{er} juillet 1997)

Art. 43. Une allocation est octroyée aux ouvriers pensionnés qui, au cours de leur carrière professionnelle, ont été occupés dans une entreprise ressortissant à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Art. 44. § 1. 1° Pour ouvrir le droit à cette allocation, les ouvriers doivent satisfaire simultanément aux conditions suivantes :

- leur dernier employeur relève de la compétence de la Commission paritaire 126.
 - être âgés d'au moins 60 ans.
 - bénéficiers de la pension de retraite conformément aux dispositions légales relatives à la pension de retraite et de survie des travailleurs.
 - prouver au moins 10 années complètes d'occupation dans le statut d'ouvrier dans une entreprise du secteur de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois au cours de la période de 30 ans précédant l'âge de la pension de retraite.
- Par occupation on entend les journées effectivement prestées et les journées assimilées.

2° Par dérogation à ce qui précède, les employés peuvent aussi ouvrir le droit à l'allocation à condition :

1. qu'ils remplissent toutes les conditions posées sous § 1, 1°
2. qu'au cours de la période de 10 ans précédant leur mise à la retraite ils obtiennent le statut d'employé chez l'employeur chez qui ils avaient précédemment le statut d'ouvrier.

§ 2. Lorsque le droit est ouvert, la carrière à prendre en considération pour la fixation du montant annuel est déterminée.

La carrière du travailleur à prendre en considération est égale à la somme de toutes les années complètes de travail auprès d'un employeur (des employeurs) qui ressort (ressortissent) à la compétence de la Commission Paritaire du Bois et de l'Ameublement.

Les années complètes sont calculées de date à date.

Pour les années incomplètes, la formule suivante est appliquée : $x/220$ où x est égal à la somme de tous les jours rémunérés et assimilés dans la semaine de 5 jours.

Le quotient sera le cas échéant, arrondi comme suit

0,5 ou plus = 1
moins de 0,5 = 0

§ 3. Pour l'application des § 1 et § 2 sont pris en considération comme jours "assimilés", les jours de suspension du contrat de travail tels que mentionnés aux art. 16, 17, 18 et 19 de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités d'exécution des lois sur les vacances annuelles des travailleurs salariés. Les périodes en dehors du contrat de travail ne sont pas assimilées.

Art. 45. L'allocation

§ 1. Le montant de l'allocation est fixé à l'aide de la carrière professionnelle prouvée comme ouvrier dans le secteur

Carrière professionnelle prouvée comme ouvrier	Montant de l'allocation	
moins de 10 ans	-	
10 ans ou plus, mais moins de 15 ans	247,89 €	10.000 BEF
15 ans ou plus, mais moins de 20 ans	371,84 €	15.000 BEF
20 ans	495,79 €	20.000 BEF
21 ans	520,58 €	21.000 BEF
22 ans	545,36 €	22.000 BEF
23 ans	570,15 €	23.000 BEF
24 ans	594,94 €	24.000 BEF
25 ans et plus	619,73€	25.000 BEF

§ 2. Pour la notion "année complète", il est fait référence à ce qui est stipulé à l'art. 44 § 2.

§ 3. L'allocation est liquidée pour la première fois à la fin du mois de juin de l'année suivant l'année au cours de laquelle la pension de retraite a débuté.

La première liquidation est proratisée à raison de 1/12 par mois de pension de l'année précédente.

§ 4. L'allocation telle que prévue à l'art. 45 § 1 est liquidée les années suivantes à la fin du mois de juin et ce jusqu'à ce que 15 allocations complètes aient été liquidées.

§ 5. L'allocation n'est due qu'aux ouvriers qui sont en vie le 30 juin de chaque année où l'allocation est liquidée.

Art. 46. Demande

§ 1. Les ayants droit introduisent la demande d'octroi de l'allocation visée à l'aide d'un formulaire destiné à cet effet.

Les ayants droit qui sont membres d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7 introduisent leur demande à l'intervention de leur organisation de travailleurs.

Les autres ayants droit introduisent leur demande directement auprès du Fonds.

§ 2. Renouvellement

Les ayants droit qui ont obtenu une première fois l'allocation ne doivent plus introduire de nouvelle demande les années suivantes. Dans le courant du premier trimestre ils reçoivent du Fonds de sécurité d'existence un formulaire "renouvellement" qu'ils renvoient à leur organisation de travailleurs ou directement au Fonds de sécurité d'existence.

Une attestation "vie" doit être jointe.

Le Comité paritaire de gestion peut toutefois décider de passer à un système automatisé de renouvellement.

Art. 47. Liquidation

§ 1. Pour les ayants droit qui ont introduit leur demande à l'intervention d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7, la liquidation s'effectue à l'intervention de

leur organisation de travailleurs, pour les autres, la liquidation s'effectue directement par le Fonds.

§ 2. Les héritiers qui peuvent prétendre à la liquidation de l'allocation comprise dans le patrimoine de l'ouvrier décédé doivent joindre, à titre de preuve, les attestations suivantes au formulaire "demande de renouvellement" :

- un extrait de l'acte de décès
- la preuve de leur qualité d'héritier ou de mandataire des héritiers.

Art. 48. Cumul

§ 1. Les ayants droit qui reçoivent déjà une même allocation liquidée par un autre Fonds de sécurité d'existence que celui de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois reçoivent au maximum l'allocation visée à l'article 45, diminuée de l'allocation qu'ils ont ainsi déjà touchée.

§ 2. Depuis le 1er janvier 1990 il y a un accord entre le Fonds de sécurité d'existence de la construction et le Fonds de sécurité d'existence de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois pour les ouvriers qui ont été occupés tour à tour par des employeurs relevant de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois ou de la Commission paritaire de la construction.

Art. 49. Date d'application

§ 1. L'allocation telle que décrite dans ce chapitre est octroyée aux ayants droit dont la pension de retraite légale a débuté à partir du 1er juillet 1997.

§ 2. Aux pensionnés qui bénéficient de l'allocation en application de la convention collective de travail du 15 novembre 1995 et aux ouvriers qui ont pris leur pension de retraite avant le 1er juillet 1997, le régime de transition ci-après est d'application :

- les pensionnés dont le droit à l'allocation a été ouvert avant 1985 reçoivent exceptionnellement en 1998 une dernière fois le montant auquel ils pouvaient prétendre en application de la convention collective de travail du 15 novembre 1995.
- les pensionnés dont le droit à l'allocation a été ouvert au cours de la période allant du 1er janvier 1985 au 30 juin 1997 reçoivent annuellement le montant auquel ils pouvaient prétendre en application de la convention collective de travail du 15 novembre 1995, ce jusqu'à ce qu'ils aient perçu ainsi 15 fois l'allocation annuelle.

Ensuite, leur droit individuel à l'allocation échoit.

Pour le reste, toutes les dispositions de la convention collective de travail du 15 novembre 1995 restent entièrement d'application à ces pensionnés.

Chapitre IX - Allocation à la veuve (au veuf) d'un(e) ouvrier(ère) pensionné(e)

(NB Ce chapitre est uniquement d'application à la veuve (au veuf) d'un(e) ouvrier(ère) pensionné(e) dont le droit a commencé à courir avant le 1^{er} juillet 1997 et auquel il faut appliquer le régime de transition prévu à l'article 59§1)

Art. 50. Une allocation est octroyée à la veuve (au veuf) d'un(e) ouvrier(ère) pensionné(e) qui a été occupé(e) pendant sa carrière professionnelle dans une entreprise ressortissant à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Est considéré(e) comme veuve (veuf) l'ayant droit selon les critères des dispositions légales relatives à la pension de retraite et de survie des ouvriers.

L'allocation visée est accordée pour la première fois dans l'année qui suit celle au cours de laquelle le (la) pensionné(e) est décédé(e).

Art. 51. Pour que la veuve (le veuf) puisse bénéficier de l'allocation prévue à l'article 50, il faut que le (la) pensionné(e) ait eu droit avant le décès à l'allocation aux pensionnés.

Art. 52. La veuve (le veuf) peut également prétendre à l'allocation

- si le (la) pensionné(e) décédé(e) pouvait prétendre à l'allocation pour les pensionnés, mais n'a pas introduit cette première demande;
- en cas de décès de l'ayant droit entre 55 ans et 60 ans (femmes) et 60 et 65 ans (hommes), mais au plus tôt au moment où le (la) décédé(e) aurait atteint l'âge normal de la retraite (60 ans pour les femmes et 65 pour les hommes).

Art. 53. Le montant et les conditions d'octroi de cette allocation sont fixés par la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois par convention collective de travail rendue obligatoire par arrêté royal. Le montant est fixé à 60% de l'allocation octroyée aux pensionnés.

Art. 54. Les ayants droit introduisent la demande d'octroi de l'allocation visée auprès du Fonds à l'aide d'un formulaire destiné à cet effet.

Si le (la) défunt(e) était membre d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7, la demande est introduite à l'intervention de son organisation de travailleurs.

Les autres ayants droit introduisent leur demande directement auprès du Fonds.

Art. 55. La liquidation de l'allocation s'effectue par le Fonds. Les modalités de liquidation sont fixées par le Comité paritaire de gestion.

Lorsque la demande a été introduite à l'intervention d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7, la liquidation s'effectue à l'intervention de cette organisation de travailleurs; pour les autres, la liquidation s'effectue directement par le Fonds.

Art. 56. Les ayants droit qui ont obtenu une première fois l'allocation ne doivent plus introduire de nouvelle demande les années suivantes.

Dans le courant du mois de mai, le Fonds de sécurité d'existence envoie à ceux qui ont déjà obtenu cette allocation, un formulaire "renouvellement".

Selon le cas, l'ayant droit transmet le formulaire "renouvellement" signé à l'organisation de travailleurs ou directement au Fonds.

Lorsque, à la réception du formulaire "renouvellement", la (le) veuve (veuf) ayant droit est décédé(e), l'héritier (les héritiers) doi(ven)t joindre au formulaire un extrait de l'acte de décès.

Si l'ayant droit veuve (veuf) est décédé(e) avant le 1^{er} janvier, le droit à l'allocation échoit.

Chapitre IX bis - Allocation à la veuve (au veuf) d'un(e) ouvrier(ère) pensionné(e)
(NB Règle générale d'application à partir du 1^{er} juillet 1997).

Art. 57. § 1. Une allocation est octroyée à la veuve (au veuf) d'un(e) ouvrier(ère) pensionné(e). Ce pensionné doit, au moment de son décès, avoir droit à l'allocation en application de l'art. 44 § 1.

L'allocation s'élève à **743,68 €** (30.000 BEF) et est liée à la personne de la veuve (du veuf) de l'ouvrier(ère) pensionné(e).

§ 2. En outre, la veuve (le veuf) d'un(e) pensionné(e), décédé(e) au cours de l'année (année de référence) qui précède l'année de paiement, a droit à l'allocation suivante :
X/12 du montant total que le (la) pensionné(e) aurait pu percevoir s'il (elle) était encore en vie à la date de paiement de l'allocation aux pensionné(e)s.

X correspond au nombre de mois complets que le (la) pensionné(e) a encore vécu au cours de l'année de référence.

§ 3. A défaut de veuve (veuf), le droit à l'allocation échoit.

Art. 58. § 1. L'allocation telle que visée dans ce chapitre et octroyée à la veuve (au veuf) dont l'époux (épouse) est décédé(e) après le 30 juin 1997.

§ 2. L'allocation visée à l'article 57 est unique et est liquidée au cours du trimestre suivant la date à laquelle le décès a été signalé au Fonds, comme le prévoit l'article 60.

§ 3. L'allocation est liée à la personne de la veuve (du veuf) de l'ouvrier(ère) pensionné(e). Le droit à l'allocation échoit si la veuve (le veuf) bénéficiaire meurt avant la date de liquidation prévue.

Art. 59. § 1. A l'égard de la veuve (du veuf) qui bénéficiait d'une allocation en application de la convention collective de travail du 15 novembre 1995, le régime de transition ci-après est d'application :

- en 1998 : liquidation de 60% du montant acquis par leur époux (épouse) décédé(e) (= même montant que celui dû en 1997).
- en 1999 : liquidation de 40% du montant acquis par leur époux (épouse) décédé(e) (= même montant que celui dû en 1997).
- en 2000 : liquidation de 20% du montant acquis par leur époux (épouse) décédé(e) (= même montant que celui dû en 1997).

En 2001, le droit échoit entièrement pour les ayants droit.

§ 2. L'allocation est liée à la personne de la veuve (du veuf) de l'ouvrier(ère) pensionné(e). Le droit à l'allocation échoit si la veuve (le veuf) bénéficiaire meurt avant la date de liquidation prévue.

Art. 60. L'ayant droit introduit une demande auprès du Fonds de sécurité d'existence à l'aide d'un formulaire destiné à cet effet.

Si le (la) pensionné(e) décédé(e) était affilié(e) à une des organisations de travailleurs visées à l'article 7, la demande est introduite à l'intervention de son organisation de travailleurs; les autres introduisent leur demande directement auprès du Fonds de sécurité d'existence.

Art. 61. L'allocation est liquidée

- soit par l'organisation de travailleurs qui a introduit la demande
- soit directement à la veuve (au veuf) concerné(e) qui a introduit la demande.

Art. 62. Les ayants droit visés à l'article 59 § 1 suivent pendant la période de transition, pour l'obtention de l'allocation, la même procédure que celle prévue pour les pensionnés à l'article 39 § 2.

Chapitre X - Allocation aux ouvriers qui, par suite d'un handicap physique, sont en incapacité de travail totale de longue durée

Art. 63. Une allocation est octroyée aux ouvriers des entreprises qui relèvent de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois qui, par suite d'un handicap physique, sont en incapacité de travail totale de longue durée.

Art. 64. Peuvent prétendre à cette allocation, les ouvriers qui remplissent les conditions suivantes :

1. fournir la preuve d'une incapacité de travail d'au moins 66%, indépendamment de leur âge, au moyen d'une attestation du médecin contrôleur de la mutualité ou de la compagnie d'assurances,

Les ouvriers chômeurs qui bénéficient du complément d'ancienneté prévu à l'arrêté royal du 13 janvier 1989 ne peuvent pas prétendre à l'allocation aux handicapés physiques.

2. fournir la preuve que leur dernier employeur relevait de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

3. fournir la preuve que, pendant les dix dernières années qui précèdent la cessation du travail ou depuis la fin des études, ils n'ont été occupés que dans une ou plusieurs entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Tous les cas de suspension légale et de rupture du contrat de travail sont assimilés à de l'occupation pour l'application du présent article, pour autant que ces années d'inactivité ne dépassent pas les années d'activité, c'est-à-dire que les personnes visées doivent prouver au moins 5 ans d'activité effective et que les autres 5 ans peuvent être des années d'inactivité dans le secteur.

Exception est faite pour les handicapés physiques qui ne peuvent justifier complètement les 10 dernières années; au cours des 25 années qui précèdent la cessation du travail, ils doivent avoir été occupés pendant 15 ans dans le secteur, dont au moins 7,5 ans d'activité effective; les autres 7,5 ans peuvent être des années d'inactivité dans le secteur.

4. avoir épuisé leurs droits aux allocations complémentaires, soit de chômage, soit de maladie ou d'accident de travail accordées par le Fonds de sécurité d'existence de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Art. 65. Dès le moment où le travailleur prend sa prépension, il n'a plus droit à cette allocation.

Art. 66. Le montant et les conditions d'octroi de cette allocation sont fixés par la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois par convention collective de travail rendue obligatoire par arrêté royal. Le montant est fixé à **495,79 € (20.000 BEF) /an.**

Art. 67. Les ayants droit introduisent la demande d'octroi de l'allocation visée auprès du Fonds à l'aide d'un formulaire destiné à cet effet au cours de l'exercice suivant l'exercice au cours duquel les ayants droit ont épuisé leurs droits aux allocations complémentaires accordées par le Fonds de sécurité d'existence.

Les ayants droit qui sont membres d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7 introduisent leur demande à l'intervention de leur organisation de travailleurs.

Les autres ayants droit introduisent leur demande directement auprès du Fonds.

A l'appui de leur demande, les ayants droit doivent fournir la preuve qu'ils ont, depuis le début de la cessation du travail, bénéficié d'une façon ininterrompue des allocations de chômage, des indemnités pour maladie, accident de travail ou du Fonds des maladies professionnelles.

Art. 68. La liquidation de l'allocation s'effectue par le Fonds à raison de 1/12 du montant annuel total par mois d'incapacité effective.

Les modalités de liquidation sont fixées par le Comité paritaire de gestion.

Pour les ayants droit qui ont introduit leur demande à l'intervention d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7, la liquidation s'effectue à l'intervention de leur organisation de travailleurs; pour les autres, la liquidation s'effectue directement par le Fonds.

Art. 69. Les ayants droit qui ont obtenu une première fois l'allocation ne doivent plus introduire de nouvelle demande les années suivantes.

Dans le courant du mois de décembre, le Fonds de sécurité d'existence envoie à ceux qui ont déjà obtenu cette allocation, un formulaire "renouvellement".

Ce formulaire de renouvellement, attestant la continuité de l'incapacité de travail (mutualité, compagnie d'assurances ou Fonds des maladies professionnelles), dûment rempli et signé, doit être retourné au Fonds directement ou par l'organisation de travailleurs.

Si, à la réception du formulaire "renouvellement", l'ayant droit est décédé, la veuve (le veuf) ou l'héritier (les héritiers) doit (doivent) joindre au formulaire un extrait de l'acte de décès.

Si l'ayant droit handicapé est décédé avant le 1er janvier, le droit à l'allocation échoit.

Art. 70. Cette allocation est octroyée jusqu'à l'âge de la retraite.

Chapitre XI - Allocation à la veuve (au veuf) d'un(e) handicapé(e) physique
(NB Ce chapitre est uniquement d'application à la veuve(au veuf) d'un(e) handicapé(e) physique dont le droit a commencé à courir avant le 1^{er} juillet 1997)

Art. 71. Une allocation est octroyée à la veuve (au veuf) d'un(e) handicapé(e) physique des entreprises relevant de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Est considéré(e) comme veuve (veuf) l'ayant droit selon les critères des dispositions légales relatives à la pension de retraite et de survie des ouvriers.

L'allocation visée est accordée pour la première fois dans l'année qui suit celle au cours de laquelle le (la) handicapé(e) physique est décédé(e).

Art. 72. Pour que la veuve (le veuf) puisse bénéficier de l'allocation prévue à l'article 71, il faut que le (la) handicapé(e) physique ait eu droit avant le décès à l'allocation pour handicapés physiques.

Art. 73. La veuve (le veuf) peut également prétendre à l'allocation, si le (la) handicapé(e) physique décédé(e) pouvait prétendre à l'allocation pour les handicapés physiques, mais n'a pas introduit cette première demande.

Art. 74. Le montant et les conditions d'octroi de cette allocation sont fixés par la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois par convention collective de travail rendue obligatoire par arrêté royal. Le montant est fixé à **297,47 € (12.000 BEF) /an.**

Art. 75. Les ayants droit introduisent la demande d'octroi de l'allocation visée auprès du Fonds à l'aide d'un formulaire destiné à cet effet.

Si le (la) défunt(e) était membre d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7, la demande est introduite à l'intervention de son organisation de travailleurs.

Les autres ayants droit introduisent leur demande directement auprès du Fonds.

Art. 76. La liquidation de l'allocation s'effectue par le Fonds. Les modalités de liquidation sont fixées par le Comité paritaire de gestion.

Lorsque la demande a été introduite à l'intervention d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7, la liquidation s'effectue à l'intervention de cette organisation de travailleurs; pour les autres, la liquidation s'effectue directement par le Fonds.

Art. 77. Les ayants droit qui ont obtenu une première fois l'allocation ne doivent plus introduire de nouvelle demande les années suivantes.

Dans le courant du mois de mai, le Fonds de sécurité d'existence envoie à ceux qui ont déjà obtenu cette allocation, un formulaire "renouvellement".

Selon le cas, l'ayant droit transmet le formulaire "renouvellement" signé à l'organisation de travailleurs ou directement au Fonds.

Lorsque, à la réception du formulaire "renouvellement", la (le) veuve (veuf) ayant droit est décédé(e), l'héritier (les héritiers) doi(ven)t joindre au formulaire un extrait de l'acte de décès.

Si l'ayant droit veuve (veuf) est décédé(e) avant le 1^{er} janvier, le droit à l'allocation échoit.

Chapitre XI bis - Allocation à la veuve (au veuf) d'un(e) handicapé(e) physique *(NB Règle générale d'application à partir du 1^{er} juillet 1997)*

Art. 78. Une allocation est octroyée à la veuve (au veuf) d'un(e) handicapé(e) physique. Ce (cette) handicapé(e) physique doit, au moment de son décès, avoir droit à l'allocation en application de l'art. 64.

Est considéré(e) comme veuve(veuf) l'ayant droit selon les critères des dispositions légales relatives à la pension de retraite et de survie des ouvriers.

Art. 79. L'allocation s'élève à **495,79 €** (20.000 BEF) et est liée à la personne du (de la) handicapé(e) physique. A défaut de veuve (veuf), le droit à l'allocation échoit.

Art. 80. § 1. L'allocation telle que visée dans ce chapitre est octroyée à la veuve (au veuf) dont l'époux (épouse) est décédé(e) après le 30 juin 1997.

§ 2. L'allocation visée à l'article 79 est unique et est liquidée au cours du trimestre suivant la date à laquelle le décès a été signalé au Fonds de sécurité d'existence, comme le prévoit l'article 60.

§ 3. L'allocation est liée à la personne de la veuve (du veuf) de l'ouvrier(ère) pensionné(e). Le droit à l'allocation échoit si la veuve (le veuf) bénéficiaire meurt avant la date de liquidation prévue.

Art. 81. § 1. A l'égard de la veuve (du veuf) qui bénéficiait d'une allocation en application de la convention collective de travail du 15 novembre 1995, le régime de transition ci-après est d'application :

- en 1998 : liquidation de 60% du montant acquis par leur époux (épouse) décédé(e) (= même montant que celui dû en 1997).
- en 1999 : liquidation de 40% du montant acquis par leur époux (épouse) décédé(e) (= même montant que celui dû en 1997).
- en 2000 : liquidation de 20% du montant acquis par leur époux (épouse) décédé(e) (= même montant que celui dû en 1997).

En 2001, le droit échoit entièrement pour les ayants droit.

§ 2. L'allocation est liée à la personne de la veuve (du veuf) de l'ouvrier(ère) pensionné(e). Le droit à l'allocation échoit si la veuve (le veuf) bénéficiaire meurt avant la date de liquidation prévue.

Art. 82. L'ayant droit introduit une demande auprès du Fonds de sécurité d'existence à l'aide d'un formulaire destiné à cet effet.

Si le (la) pensionné(e) décédé(e) était affilié(e) à une des organisations de travailleurs visées à l'article 7, la demande est introduite à l'intervention de son organisation de travailleurs; les autres introduisent leur demande directement auprès du Fonds de sécurité d'existence.

Art. 83. L'allocation est liquidée

- soit par l'organisation de travailleurs qui a introduit la demande
- soit directement à la veuve (au veuf) concerné qui a introduit la demande.

Art. 84. Les ayants droit visés à l'article 81 § 2 suivent pendant la période de transition, pour l'obtention de l'allocation, la même procédure que celle prévue pour les pensionnés à l'article 46 § 2.

Chapitre XII - Indemnité spéciale à accorder à certains travailleurs âgés qui ont cessé toute activité professionnelle et qui ne peuvent bénéficier ni de la prépension conventionnelle sectorielle ni du complément d'ancienneté pour chômeurs âgés en vertu de l'arrêté royal du 13 janvier 1989

Art. 85. L'indemnité spéciale est octroyée à partir de l'âge de 50 ans aux travailleurs licenciés dans une entreprise ressortissant à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois et qui cessent définitivement toute activité professionnelle.

Art. 86. Pour bénéficier de cette indemnité spéciale, les travailleurs visés à l'article 85 doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- être chômeur complet indemnisé et bénéficiaire de l'allocation de chômage au moment de l'octroi;
- ne pas bénéficier d'une allocation complémentaire octroyée par le fonds de sécurité d'existence;
- ne pas bénéficier du complément d'ancienneté en vertu de l'arrêté royal du 13 janvier 1989 relatif à l'octroi d'un complément d'ancienneté aux chômeurs âgés (*Moniteur belge* du 19 janvier 1989) et de la prépension sectorielle.

Art. 87. Le montant de l'indemnité spéciale s'élève à **49,58 € (2.000 BEF)** par mois. Le Comité de gestion du Fonds de sécurité d'existence fixe le moment et le mode de paiement.

Art. 88. La demande d'octroi de l'indemnité spéciale doit être introduite auprès du Fonds de sécurité d'existence par l'entremise des organisations syndicales qui ont signé la convention collective de travail ou par le travailleur concerné à l'aide du formulaire destiné à cet effet. Le Comité de gestion du Fonds de sécurité d'existence fixe les modalités pratiques et la procédure à suivre lors de l'introduction et du traitement des demandes d'octroi.

Chapitre XIII - Frais d'administration

Art. 89. Les frais d'administration pour les avantages sociaux complémentaires sont fixés annuellement par le Comité paritaire de gestion du Fonds de sécurité d'existence de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Chapitre XIV - Cas particuliers

Art. 90. Tous les cas particuliers résultant de l'application des dispositions prévues ci-dessus peuvent être soumis au Comité paritaire de gestion du Fonds de sécurité d'existence de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Chapitre XV - Durée de validité

Art. 91. Cette convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée et entre en *vigueur le 1^{er} janvier 2002*, à l'*exception des articles pour lesquels une autre date d'application est prévue*.

Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

L'organisation qui prend l'initiative de la dénonciation, s'engage à en communiquer la raison.

Cette convention collective de travail remplace les conventions collectives de travail du *17 novembre 1999* conclue en remplacement la Cct du 24 mars 1993 fixant le montant et les modalités d'octroi et de liquidation des avantages sociaux complémentaires, rendue obligatoire par Ar du 23 septembre 1994, *Moniteur belge* du *24 novembre 1994*

Hoofdstuk 2 - Fonds voor bestaanszekerheid voor de stoffering en de houtbewerking

Titel 1 - Vaststelling van het bedrag en de wijze van toekenning en uitkering van de aanvullende sociale voordelen

CAO van 25 april 2001 tot wijziging van de Cao van 17 november 1999, Kb van, BS van tot coördinatie van de Cao's gesloten op 15 november 1995, op 24 juni 1998 en op 9 december 1998 ter vervanging van de Cao van 24 maart 1993, Kb van 23 september 1994, Bs van 24 november 1994

Artikel 1. Bij toepassing van art. 2 van de statuten vastgesteld bij de beslissing van 29 juli 1964 tot oprichting van een Fonds voor bestaanszekerheid en tot vaststelling van zijn statuten, laatst gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 10 juni 1987, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 12 april 1988, worden, ten laste van het Fonds, de volgende aanvullende sociale voordelen toegekend :

1. een getrouwheidspremie;
2. een sociaal voordeel aan de leden van een representatieve werknemersorganisatie;
3. een aanvullende werkloosheidsvergoeding;
4. een aanvullende vergoeding voor gelijkgestelde dagen voor economische of technische werkloosheid, tijdelijke werkloosheid wegens overmacht, arbeidsongeschiktheid en verlof om dwingende redenen ;
5. een bijzondere vergoeding aan de werklieden bij collectief ontslag ;
6. een aanvullende vergoeding aan de slachtoffers van een arbeidsongeval ;
7. een aanvullende vergoeding bij langdurige arbeidsongeschiktheid
8. een vergoeding aan de gepensioneerde arbeider(ster)s ;
9. een vergoeding aan de weduwe(naar) van een gepensioneerde arbeid(ster) ;
10. een vergoeding aan de werklieden die, tengevolge van een fysische handicap, lange tijd volledig arbeidsongeschikt zijn ;
11. een vergoeding aan de weduwe(naar) van een fysisch gehandicapte ;
12. een bijzondere tegemoetkoming toe te kennen aan sommige bejaarde werknemers die elke beroepsactiviteit hebben stopgezet en die noch het sectoraal conventioneel brugpensioen, noch de anciënniteitstoelage in uitvoering van het koninklijk besluit van 13 januari 1989, betreffende de toekenning van een anciënniteitstoelage aan oudere werklozen (*Belgisch staatsblad* van 19 januari 1989) kunnen genieten.

Deze aanvullende sociale voordelen worden toegekend aan de werklieden tewerkgesteld in de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking. Met "werklieden" worden de werklieden en werksters bedoeld.

Hoofdstuk I - Getrouwheidspremie

Art. 2. Een getrouwheidspremie wordt toegekend aan de werklieden die tewerkgesteld waren in de ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair comité voor de stoffering en houtbewerking in een periode gelegen tussen 1 juli 2000 en 30 juni 2002.

NEERLEGING-DEPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.
25-06-2001
16/8/2001
NR. N°
58512
1601196

Art. 3. Voor de jaren 2001 en 2002 wordt de getrouwheidspremie berekend op basis van 8,55% van de onbegrensde brutolonen aan 108% verdiend in de ondernemingen gedurende de periode(s) gelegen tussen 1 juli 2000 tot 30 juni 2001 en tussen 1 juli 2001 tot 30 juni 2002

Art. 4. Het bedrag van de getrouwheidspremie wordt berekend op de brutolonen aan 108%, vermeld op de driemaandelijke aangifte voor de Rijksdienst voor sociale zekerheid.

Het minimumbedrag per betalingsmandaat is vastgesteld op 25 € (1.000 BEF) Wanneer de getrouwheidspremie 25 € (1.000 BEF) niet bereikt, wordt er geen betalingsmandaat opgemaakt.

Art. 5. Voor iedere rechthebbende maakt het Fonds een persoonlijke titel op. De titels worden vóór 5 december van het jaar waarvoor het voordeel is verschuldigd gestuurd aan de werkgevers waarbij de werkmán in dienst is of was. De werkgever overhandigt de titel, onmiddellijk na ontvangst, aan de rechthebbende.

Deze titels vermelden de onbegrensde brutolonen, verdiend bij de betrokken werkgever.

Art. 6. De getrouwheidspremie is uitbetaalbaar vanaf 10 december van het jaar waarvoor het voordeel verschuldigd is. De titel blijft geldig gedurende één jaar.

Art. 7. De rechthebbenden die lid zijn van één van de representatieve interprofessionele werknemersorganisaties die op nationaal niveau zijn verbonden en die in het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking zijn vertegenwoordigd, leggen hun titel ter betaling voor aan hun werknemersorganisatie. De andere rechthebbenden dienen hun titel rechtstreeks bij het Fonds in.

Art. 8. De titels die ter betaling worden aangeboden na 15 december van het jaar dat volgt op het jaar waarop de titel slaat, zijn niet meer geldig.

Hoofdstuk II - Sociaal voordeel aan de leden van een representatieve werknemersorganisatie

Art. 9. Een sociaal voordeel wordt toegekend aan de in de ondernemingen van de sector stoffering en houtbewerking tewerkgestelde werklíeden die het recht verworven hebben op de getrouwheidspremie zoals voorzien in Hoofdstuk I, art. 2 en 3 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, en/of aan de werklíeden verbonden door een arbeidsovereenkomst aan een onderneming van de sector stoffering en houtbewerking, die opgeroepen zijn onder de wapens en/of aan langdurige arbeidsongeschikten en/of aan de arbeiders getroffen door een arbeidsongeval en die lid zijn van één van de representatieve interprofessionele werknemersorganisaties die op nationaal niveau verbonden zijn en die in het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking zijn vertegenwoordigd.

Art. 10. De toepassingsmodaliteiten, alsmede het bedrag van dit sociaal voordeel worden jaarlijks vastgesteld door het Paritair beheerscomité van het Fonds voor bestaanszekerheid, en ter goedkeuring voorgelegd aan het Paritair comité.

Hoofdstuk III - Aanvullende werkloosheidsvergoeding

Art. 11 - Opening van het recht

§ 1. Een aanvullende werkloosheidsvergoeding wordt toegekend aan de arbeiders zodra zij, bij toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake werkloosheidsverzekering, recht hebben op werkloosheidsuitkeringen of wachtuitkeringen. Om recht te hebben op deze vergoeding moeten zij in het bezit zijn van een kaart van rechthebbende en vóór de aanvang van de periode van werkloosheid in dienst zijn geweest van een onderneming uit de sector voor de Stoffering en de Houtbewerking.

De arbeider die in de periode gelegen tussen het einde van zijn arbeidsovereenkomst en de aanvang van de werkloosheid, zijn jaarlijkse vakantie neemt of arbeidsongeschikt is, wordt geacht aan deze laatste voorwaarde te beantwoorden.

§ 2. De kaart van rechthebbende voor een dienstjaar wordt door de administratie van het Fonds uitgereikt aan de arbeiders die minstens 130 bezoldigde dagen bewijzen tijdens het refertejaar.

Onder "dienstjaar" wordt verstaan de periode van 01.01 tot en met 31.12 van het kalenderjaar dat volgt op de einddatum van het refertejaar.

Onder "refertejaar" wordt verstaan de periode van 01.07 tot en met 30.06 van het jaar onmiddellijk voorafgaand aan het dienstjaar.

Onder "bezoldigde dagen" wordt verstaan de gewerkte dagen, de dagen gedekt door gewaarborgd weekloon (eerste 7 dagen), klein verlet, compensatiedagen wegens arbeidsduurvermindering, inhaalrustdagen voor overuren, betaalde feestdagen en syndicaal verlof.

Voorbeeld: 130 bezoldigde dagen bewezen tussen *1 juli 1999 en 30 juni 2000*: kaart van rechthebbende geldig vanaf *1.01.2001* tem *31.12.2001*.

§ 3. Afwijkingen:

1. In dienst tijdens het refertejaar

1.1 Voor de arbeider die in dienst treedt tijdens het refertejaar en aan de voorwaarden onder § 1 voldoet, doch niet aan de voorwaarden onder § 2, wordt het recht op aanvullende vergoeding geopend vanaf de eerste dag van het kwartaal dat volgt op het kwartaal tijdens hetwelk de 130 bezoldigde dagen worden bereikt.

Deze regeling is van toepassing vanaf 1.07.1999 voor iedere arbeider die in dienst treedt vanaf deze zelfde datum.

Voorbeeld: de arbeider treedt in dienst op *5.10.2000* en bewijst 130 bezoldigde dagen op *1.04.2001*. Opening van het recht vanaf *1.07.2001*.

1.2 Het bewijs van 130 bezoldigde dagen wordt geleverd aan de hand van het door de werkgever ingevulde inlichtingenblad, waarvan het model wordt vastgesteld door het Beheerscomité van het Fonds.

2. Arbeiders die de 130 bezoldigde dagen niet kunnen bewijzen tijdens het refertejaar, maar die een loopbaan bewijzen in de sector van de Stoffering en de Houtbewerking

De arbeiders die voldoen aan de voorwaarden onder art. 11 § 1, doch niet aan de voorwaarden onder § 2, kunnen het recht op de aanvullende uitkering openen, onder de hiernavolgende voorwaarden.

Jaren tewerkstelling in de sector	Aantal te bewijzen bezoldigde dagen tijdens het refertejaar
25 jaar dienst	65
20 jaar dienst	75
15 jaar dienst	85
10 jaar dienst	95
9 jaar dienst	105
8 jaar dienst	115
7 jaar dienst	125

De samenstelling van de loopbaan wordt berekend van datum tot datum. De loopbaan wordt bewezen op 1 januari van ieder dienstjaar.

3. Deeltijdse tewerkstelling tijdens het refertejaar

Voor de arbeider die deeltijds tewerkgesteld was tijdens het refertejaar en niet voldoet aan de voorwaarde bepaald onder art. 11§2 kan de kaart van rechthebbende worden toegekend onder de hiernavolgende voorwaarden:

1) de deeltijdse arbeid is ten minste gelijk aan 50% van een voltijdse betrekking in de onderneming.

2) Voor de periode van deeltijdse tewerkstelling bewijst de arbeider een aantal dagen dat, omgezet naar een voltijdse tewerkstelling, wel ten minste een eindresultaat van 130 bezoldigde dagen tijdens de gehele referentieperiode oplevert.

Voorbeeld:

- Arbeider werkt 32 uren per week van *1.07.2000 tem 30.06.2001*

- De voltijdse betrekking = 40 uren per week

- Aantal bewezen dagen (of uren : 8) = 104

- Formule van omzetting : $\frac{104}{32} \times 40 = 130$ dagen.

Art. 12 - Vergoedbare dagen

§ 1. Het aantal vergoedbare dagen is vastgesteld op 130 per dienstjaar in de regeling van 6 vergoedbare dagen per week. Wordt bij volledige werkloosheid gedurende het eerste dienstjaar het maximum aantal te vergoeden dagen niet uitgeput, dan wordt het saldo overgedragen naar het volgende dienstjaar.

§ 2. Voor een arbeider tewerkgesteld in een deeltijds uurrooster op het ogenblik dat hij werkloos wordt gesteld, wordt het aantal vergoedbare dagen berekend conform de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake de werkloosheidsuitkeringen.

§ 3. Na uitputting van het maximum aantal vergoedbare dagen tijdens het eerste jaar van volledige werkloosheid, kan de volledig uitkeringsgerechtigde werkloze gedurende een tweede dienstjaar aanspraak maken op het maximum aantal vergoedbare dagen zoals voorzien in art.12 § 1. Hij moet hiervoor gedurende ten minste 10 jaren tewerkgesteld zijn geweest in een onderneming die ressorteert onder het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking. Deze 10 jaren moeten zich situeren in de periode die onmiddellijk voorafgaat aan de werkloosheid en van deze 10 jaren moet hij ten minste 5 jaren effectieve prestaties bewijzen.

Deze voorwaarde moet vervuld zijn bij de aanvang van de werkloosheid.

§ 4. De toekenning van de aanvullende werkloosheidsvergoeding wordt gedurende maximum 2 maanden opgeschort wanneer de werkloze op initiatief van de RVA of op eigen initiatief ingeschakeld wordt in een tewerkstellingsprogramma van de overheid. Dit geldt eveneens voor de werkloze die met de bedoeling om aan de werkloosheid te ontsnappen een betrekking aanvaardt. Tijdens deze schorsingsperiode(s) heeft de betrokken arbeider/ster geen recht op de aanvullende werkloosheidsvergoeding.

Indien de arbeider na deze schorsingsperiode(s) opnieuw werkloos wordt, kan hem het overblijvend saldo van de 130 vergoedbare dagen worden toegekend, na aftrek van het aantal dagen waarvan hij/zij van het Fbz van een andere sector een aanvullende werkloosheidsvergoeding zou hebben ontvangen.

Art. 13 - Uitsluitingen

§ 1. De arbeider kan slechts aanspraak maken op de aanvullende vergoeding werkloosheid (volledig of gedeeltelijk) in de mate dat hij ook recht heeft op de wettelijke wachtvergoeding of werkloosheidsvergoeding (volledig of gedeeltelijk).

§ 2. De arbeider die werkloosheidsuitkeringen wegens conventioneel brugpensioen geniet, heeft geen recht op de aanvullende vergoeding zoals bepaald in dit hoofdstuk.

Het zelfde geldt voor de arbeider die een anciënniteitstoelag voor oudere werklozen kan genieten, in uitvoering van het Kb van 13.01.1989, BS van 19.01.1989.

§ 3. De aanvullende werkloosheidsvergoeding wordt niet toegekend op de dagen waarvoor de arbeider recht heeft op:

- een loon
- verbrekingsvergoeding
- vakantiegeld

- uitkeringen van de ziekteverzekering, arbeidsongeval, beroepsziekte
- een overbruggingsuitkering toegekend door het Fonds Sluiting van Ondernemingen
- een vergoeding toegekend door een ander Fonds voor Bestaanszekerheid.
- *een uitkering tijdskrediet of loopbaanvermindering.*

Art. 14 - Bedrag en toekenningsvoorwaarden

§ 1 Het bedrag en de toekenningsvoorwaarden van deze vergoeding worden door het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

Sedert 1 januari 1998, bedraagt de vergoeding 166 Bef per dag.

Vanaf 1 januari 2002 bedraagt de vergoeding volledige werkloosheid: 4,12 € (166 BEF) en de vergoeding tijdelijke werkloosheid: 4,26 € (172 BEF)

§ 2. Om de uitbetaling van de aanvullende werkloosheidsvergoeding te krijgen:

- richten de rechthebbenden die lid zijn van één van de bij artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties, zich tot hun werknemersorganisatie welke de hoofdwerkloosheidsuitkeringen heeft uitbetaald;
- dienen de andere rechthebbenden bij het Fonds een daartoe door het Fonds voorgeschreven dossier en een attest van de werkloosheidskas in.

Art. 14bis - Toepassingsdatum

Dit hoofdstuk is van toepassing voor iedere werkloosheidsdag die zich situeert na 31 december 1999.

Hoofdstuk IV - Aanvullende vergoeding voor gelijkgestelde dagen voor economische of technische werkloosheid, tijdelijke werkloosheid wegens overmacht, arbeidsongeschiktheid en verlof om dwingende redenen

Art. 15. Er wordt een aanvullende vergoeding voor gelijkgestelde dagen voor economische of technische werkloosheid, tijdelijke werkloosheid wegens overmacht, arbeidsongeschiktheid en verlof om dwingende redenen uitbetaald aan de werklieden, tewerkgesteld in de ondernemingen welke ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking.

Art. 16. De toepassingsmodaliteiten, alsmede het bedrag van deze aanvullende vergoeding worden jaarlijks vastgesteld door het Paritair beheerscomité van het Fonds voor bestaanszekerheid en ter goedkeuring voorgelegd aan het Paritair comité.

Hoofdstuk V - Bijzondere vergoeding aan de werklieden bij collectief ontslag

Art. 17. §1. De aanvullende werkloosheidsvergoeding ten laste van het Fonds wordt aan de werklieden, die recht hebben op de vergoeding verschuldigd bij collectief ontslag, bedoeld in de collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 8 mei 1973 in de Nationale arbeidsraad, betreffende het collectief ontslag, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 6 augustus 1973, toegekend als volgt : de helft van het verschil tussen het nettoferfeloön en de normale werkloosheidsuitkeringen wordt bij werkloosheid in geval van collectief ontslag gedekt door de aanvullende werkloosheidsvergoeding toegekend door het Fonds.

Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt het begrip collectief ontslag zoals omschreven in voormelde cao van 8 mei 1973 van de Nationale arbeidsraad uitgebreid tot de ontslagen om economische redenen die in een ononderbroken periode van 120 dagen een bij voormelde CAO bepaald aantal werknemers treft.

Wanneer de helft van het verschil niet wordt gedekt door de bedoelde uitkering, betaalt het Fonds aan de werklieden het verschuldigde bedrag op basis van de nodige bewijsstukken.

§ 2. De aanvullende werkloosheidsvergoeding ten laste van het Fonds wordt eveneens toegekend aan de werklieden tewerkgesteld in ondernemingen met minder dan 20 werknemers op voorwaarde dat :

- ten minste 6 werknemers worden ontslagen in de tijdsspanne bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 mei 1973, indien de onderneming tussen 12 en 20 werknemers tewerkstelt ;
- ten minste de helft van de werknemers worden ontslagen in de tijdsspanne bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 mei 1973, indien de onderneming minder dan 12 werknemers tewerkstelt.

Mits voorlegging van het bewijs dat de werklieden wel degelijk recht hebben op de "vergoeding wegens collectief ontslag" en in zover zij werkloos blijven gedurende een periode van vier maanden welke aanvangt daags na de beëindiging van de arbeidsovereenkomst of eventueel daags na het verstrijken van de periode welke door een opzeggingsvergoeding is gedekt, blijft het Fonds de aanvullende werkloosheidsvergoeding uitbetalen tot op het einde van bedoelde periode.

Dit neemt niet weg dat belanghebbende het recht behoudt op de aanvullende werkloosheidsvergoeding voor de jaarlijkse periode voorzien in geval van werkloosheid welke geen betrekking heeft op een collectief ontslag.

Art. 18. De rechthebbenden dienen de aanvraag tot toekenning van de bedoelde vergoeding in bij het Fonds op een daartoe bestemd formulier.

Art. 19. De bepalingen van de artikelen 17 en 18 zijn alleen van toepassing op de werklieden die getroffen zijn door collectief ontslag en werkloosheidsuitkeringen genieten.

Art. 20. De laatste werkgever blijft evenwel de vergoeding verschuldigd voor een periode van vier maanden zoals voorzien in het koninklijk besluit van 6 augustus 1973 voor de volgende gevallen :

- a. de werkloze werklieden die om redenen onafhankelijk van hun wil uit het genot van de werkloosheidsuitkeringen zijn gesloten ;
- b. de werklieden die een nieuwe betrekking bekleden waar zij een loon ontvangen dat lager ligt dan het loon dat zij voordien verdienden ;
- c. de werklieden die een beroepsopleiding, ingericht of erkend door de Rva, doorlopen en een vergoeding ontvangen welke lager ligt dan het loon dat zij voordien verdienden.

Voor deze gevallen is de vergoeding gelijk aan :

- geval a : de helft van het verschil tussen het nettoloon en de werkloosheidsvergoeding waarop de werkmans aanspraak maken ;
- gevallen b en c : de helft van het verschil tussen het nettoverfertoeloon en het totaal van de netto-inkomsten verkregen uit hoofde van de nieuwe betrekking of van de beroepsopleiding.

Hoofdstuk VI - Aanvullende vergoeding aan de slachtoffers van een arbeidsongeval

Art. 21. Een aanvullende vergoeding wordt toegekend aan de werklieden die door een arbeidsongeval tijdens het werk of op de weg naar en van het werk zijn getroffen.

Art. 22. De in artikel 21 beoogde aanvullende vergoeding wordt toegekend vanaf de eenendertigste kalenderdag.

Enkel de normale activiteitsdagen geven aanleiding tot de betaling van de aanvullende vergoeding.

Art. 23. De vergoeding wordt berekend door het Fonds, na de werkhervatting of na uitputting van het totaal aantal dagen door het Fonds voorzien in geval van ononderbroken periode van arbeidsongeschiktheid.

Art. 24. Het aantal te vergoeden dagen is vastgesteld op 200 dagen per arbeidsongeval.

Art. 25. Het bedrag en de toekenningsvoorwaarden van deze vergoeding worden door het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

Sedert 1 januari 1998 wordt dit bedrag vastgesteld op 144 BEF per dag, vermeerderd met het sociaal voordeel voorzien in artikel 10.

Vanaf 1 januari 2002 wordt dit bedrag vastgesteld op 3,70 € (149 BEF) per dag, vermeerderd met het sociaal voordeel voorzien in art.10.

Art. 26. De rechthebbenden dienen de aanvraag tot toekenning van de bedoelde aanvullende vergoeding in bij het Fonds op een daartoe bestemd formulier.

De rechthebbenden die lid zijn van één van de in artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties dienen hun aanvraag in door toedoen van hun werknemersorganisatie.

De andere rechthebbenden dienen hun aanvraag rechtstreeks bij het Fonds in.

Art. 27. Voor de rechthebbenden die de aanvraag hebben ingediend door toedoen van één van de in artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties geschiedt de betaling door toedoen van hun werknemersorganisatie ; voor de anderen geschiedt de betaling rechtstreeks door het Fonds.

Art. 28. Bij dodelijk ongeval, overkomen tijdens het werk of op de weg naar en van het werk, wordt een forfaitaire vergoeding van 150.000 BEF, verhoogd met een forfaitaire vergoeding van 20.000 BEF per kind waarvoor gezinsvergoeding wordt genoten, aan de rechthebbenden van het slachtoffer betaald.

Vanaf 1 januari 2002 bedraagt de forfaitaire vergoeding 5.578 € (225.016 BEF) en de forfaitaire vergoeding per kind ten laste: 744 € (30.013 Bef).

Aan de slachtoffers van een arbeidsongeval, met als gevolg een blijvende arbeidsongeschiktheid van 66% en meer, wordt een eenmalige vergoeding toegekend van 20.000 BEF verhoogd met 15.000 BEF per kind waarvoor gezinsvergoeding wordt genoten.

Vanaf 1 januari 2002 bedraagt de éénmalige vergoeding 744 € (30.013 BEF) en wordt ze verhoogd met 558 € (22.510 BEF) per kind.

Hoofdstuk VII - Aanvullende vergoeding bij langdurige arbeidsongeschiktheid

Art 29 - Opening van het recht

§ 1. Een aanvullende vergoeding wordt toegekend aan de arbeiders die langdurig arbeidsongeschikt zijn, zodra zij, bij toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake ziekte- en invaliditeitsverzekering, de uitkeringen hebben genoten wegens arbeidsongeschiktheid. Arbeidsongeval, beroepsziekte en het kraamverlof (15 weken) worden bijgevolg van dit voordeel uitgesloten.

Om recht te hebben op deze vergoeding, moeten deze arbeiders verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst met een werkgever van de sector stoffering en houtbewerking bij de aanvang van de arbeidsongeschiktheid, en moeten zij ten minste 130 bezoldigde dagen in de sector tijdens de laatste vijf jaar kunnen bewijzen.

§ 2. Onder "bezoldigde dagen" wordt verstaan: de gewerkte dagen, de dagen gedekt door gewaarborgd weekloon (eerste 7 dagen), klein verlet, compensatierustdagen wegens arbeidsduurvermindering, inhaalrustdagen voor overuren, betaalde feestdagen en dagen syndikaal verlof.

§ 3. Afwijkingen

De periode gedurende dewelke de arbeider in de onderneming als uitzendkracht wordt tewerkgesteld door de curator, aangesteld bij het gerechtelijk akkoord of faillissement van een werkgever van de sector stoffering en Houtbewerking, wordt voor de toepassing van dit hoofdstuk gelijkgesteld met het "verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst" zoals omschreven in de eerste alinea.

Art.30 - De aanvullende vergoeding

§ 1. De in art. 29 beoogde aanvullende vergoeding wordt toegekend vanaf de eenendertigste kalenderdag vanaf de aanvangsdatum van de arbeidsongeschiktheid.

§ 2. Voor het bepalen van de aanvangsdatum van een periode van arbeidsongeschiktheid worden de begrippen "hervalling", "dezelfde arbeidsongeschiktheid" of "andere arbeidsongeschiktheid" gehanteerd zoals in de gecoördineerde wet van 14.07.1994 mbt de ziekte en invaliditeitsverzekering.

Art.31 - Ogenblik van de berekening

De vergoeding wordt berekend door het Fonds voor Bestaanszekerheid, na de werkhervatting of na uitputting van het totaal aantal dagen door het Fonds voorzien in geval van ononderbroken periode van arbeidsongeschiktheid.

Art.32 - Vergoedbare periode

§ 1. De vergoedbare periode per arbeidsongeschiktheid is vastgesteld op 365 kalenderdagen, verminderd met de eerste dertig kalenderdagen van de arbeidsongeschiktheid.

Deze periode wordt verlengd met de periode van jaarlijkse vakantie waarop de arbeider bij de aanvang van of gedurende zijn arbeidsongeschiktheid recht heeft.

De vergoedbare periode blijft doorlopen voor iedere arbeidsongeschiktheid waarvan het recht werd geopend vóór het einde der arbeidsovereenkomst.

De gelijkstelling zoals bedoeld bij art. 29 § 3 geldt eveneens voor de toepassing van deze paragraaf.

§ 2. Het aantal vergoedingen per arbeidsongeschiktheid kan maximum 6 per week bedragen en 287 per arbeider.

§ 3. De *aanvullende vergoeding wordt niet toegekend op de dagen waarvoor de arbeider recht heeft op:*

- *een loon*
- *verbrekingsvergoeding*
- *vakantiegeld*
- *uitkeringen van de werkloosheidsverzekering, arbeidsongeval, beroepsziekte*
- *een overbruggingsuitkering toegekend door het Fonds Sluiting van Ondernemingen*
- *een vergoeding toegekend door een ander Fonds voor Bestaanszekerheid*
- *een uitkering tijdskrediet of loopbaanvermindering*

Art.33 - Bedragen

§ 1. De vergoeding voor de hierna vermelde perioden bedraagt:

vanaf de 31e kalenderdag na de aanvang van de arbeidsongeschiktheid tem de 150e kalenderdag: 166 BEF per vergoedbare dag;

vanaf de 151e kalenderdag na de aanvang van de arbeidsongeschiktheid tem de 365e kalenderdag: 196 BEF per vergoedbare dag.

Vanaf 1 januari 2002 worden voormelde bedragen gebracht op:

- *vanaf de 31^e tem de 150^e kalenderdag: 4,26 €(172 BEF) per dag*
- *vanaf de 151^e tem de 365^e kalenderdag: 4,86 €(196 BEF).*

Voormelde bedragen worden verhoogd met het sociaal voordeel, zoals bepaald in art.10 en met de aanvullende vergoeding zoals bepaald in art.16.

§ 2. Deeltijdse tewerkstelling

Wanneer een arbeider deeltijds is tewerkgesteld bij de aanvang der arbeidsongeschiktheid, wordt de aanvullende vergoeding volgens een van de volgende formules berekend:

a)
$$\frac{\text{dagbedrag} \times \text{aantal werkdagen per week}}{5 \text{ dagen}} = \text{.BEF per dag gedurende het maximum aantal dagen}$$

b) Deeltijdse tewerkstelling = .% van een voltijdse. Dan wordt de dagvergoeding vermenigvuldigd met dit %.

§ 3. Gedeeltelijke werkhervatting

Indien een arbeider met instemming van de medisch adviseur van het ziekenfonds het werk gedeeltelijk hervat, vertegenwoordigt de aanvullende vergoeding bij langdurige arbeidsongeschiktheid een percentage van het dagbedrag dat overeenstemt met de overblijvende graad van arbeidsongeschiktheid.

Voorbeeld:

- Betrokkene werd ziek op 16 november 1999
 - hij is voor 100% werkonbekwaam voor de periode 16 november 1999 t/m 27 mei 2000.
 - van 28 mei 2000 mag hij van de medische adviseur van het ziekenfonds het werk gedeeltelijk hervatten, nl. voor 40%.
- Vanaf 28 mei 2000 ontvangt betrokkene 60% van het totale dagbedrag.

Art.34 - Aanvraag

De rechthebbenden die langer dan 30 kalenderdagen arbeidsongeschikt zijn geweest en hiervoor ziekte- en invaliditeitsuitkeringen hebben genoten, dienen hun aanvraag tot toekenning van de aanvullende vergoeding in bij het Fonds, op het daartoe bestemde formulier.

De rechthebbenden die lid zijn van één van de in art.7 bedoelde werknemersorganisaties dienen hun aanvraag in door toedoen van hun werknemersorganisatie. De andere rechthebbenden dienen hun aanvraag rechtstreeks in bij het Fonds.

Art.35 - Uitbetaling

Voor de rechthebbenden die de aanvraag hebben ingediend door toedoen van één van de in art.7 bedoelde werknemersorganisaties geschiedt de uitbetaling ook door toedoen van de werknemersorganisatie. Voor de andere rechthebbenden betaalt het Fonds het verschuldigde bedrag rechtstreeks uit aan de rechthebbende.

Art.35 bis - Toepassingsdatum

Hoofdstuk VII gaat in op 1 juli 1999 voor alle periodes van arbeidsongeschiktheid die vanaf deze datum een aanvang nemen.

Hoofdstuk VIII - Vergoeding aan gepensioneerden

(NB : Dit hoofdstuk is nog enkel van toepassing voor de gepensioneerden van wie het recht inging vóór 1 juli 1997 en op wie de overgangsregeling beschreven onder art. 49§2 moet worden toegepast)

Art. 36. Een vergoeding wordt toegekend aan de gepensioneerde werklieden die tijdens hun beroepsloopbaan tewerkgesteld zijn geweest in een onderneming welke ressorteert onder het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking.

De gepensioneerden die de vergoeding genieten in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 april 1983 tot vaststelling van het bedrag en de wijze van

toekenning en uitkering van de aanvullende sociale voordelen gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 juni 1987 respectievelijk algemeen verbindend verklaard bij de koninklijke besluiten van 20 oktober 1983 en 25 april 1988, gepubliceerd in het *Belgisch staatsblad* van 15 december 1983 en van 25 juni 1988 (einddatum 1 januari 1987) en de werknemers die op rustpensioen gegaan zijn vóór 1 januari 1988 behouden het genot van de vergoeding zoals voorzien in de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst.

De bijzondere gevallen als gevolg van de wijzigingen aan de collectieve arbeidsovereenkomst kunnen worden voorgelegd aan het Paritair beheerscomité.

Art. 37. Kunnen aanspraak maken op deze vergoeding, de werklieden die de leeftijd hebben bereikt van ten minste 60 jaar en een rustpensioen genieten hun toegekend overeenkomstig de wettelijke bepalingen betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers zoals zij vanaf 1 januari 1991 in voege zijn.

Art. 38. De vergoeding wordt vastgesteld als volgt :

§1. Voor een tewerkstelling van 5 jaar of meer in een onderneming van de stoffering en houtbewerking, maar van minder dan 10 jaar, en op voorwaarde dat de laatste werkgever een werkgever van de sector stoffering en houtbewerking was, wordt een vergoeding uitbetaald volgens onderstaande schaal :

5 volledige jaren :	123,95 €	5.000 BEF
6 volledige jaren :	173,53€	7.000 BEF
7 volledige jaren :	223,10€	9.000 BEF
8 volledige jaren :	272,68€	11.000 BEF
9 volledige jaren :	322,26€	13.000 BEF.

§2. Een tewerkstelling in een onderneming van de stoffering en houtbewerking van 10 en meer volledige jaren, maar minder dan 21 volledige jaren die zich dienen te situeren in de laatste 25 jaar vóór de (brug)pensionering en ten vroegste op de leeftijd voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst betreffende het sectorieel brugpensioen, geeft recht op een vergoeding van

495,79 €	20.000 BEF
-----------------	------------

§3. Bij een tewerkstelling in een onderneming van de stoffering en houtbewerking van meer dan 20 volledige jaren, wordt een vergoeding toegekend volgens onderstaande schaal :

21 volledige jaren :	520,58 €	21.000 BEF
22 volledige jaren :	545,36 €	22.000 BEF
23 volledige jaren :	570,15 €	23.000 BEF
24 volledige jaren :	594,94€	24.000 BEF
25 volledige jaren :	619,73 €	25.000 BEF.

Het maximum bedrag wordt vastgesteld op **619,73 €** (25.000 BEF).

De tewerkstelling, zoals vermeld dient zich te situeren in de laatste 30 jaar vóór de (brug)pensionering en ten vroegste op de leeftijd voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst betreffende het sectorieel brugpensioen.

§4. Voor een tewerkstelling in de sector van minder dan 5 volledige jaren, wordt geen vergoeding uitbetaald.

§5. Er wordt geen vergoeding toegekend voor de periodes van gelijkstelling buiten de arbeidsovereenkomst (bv. brugpensioen, volledige werkloosheid, enz.).

Art. 39. De rechthebbenden die reeds eenzelfde vergoeding ontvangen uitbetaald door een ander Fonds voor bestaanszekerheid dan dat van de stoffering en de houtbewerking, ontvangen maximum de vergoeding bedoeld in artikel 38 verminderd met de vergoeding die zij aldus reeds hebben ontvangen.

Art. 40. De rechthebbenden dienen de aanvraag tot toekenning van de bedoelde vergoeding in bij het Fonds op een daartoe bestemd formulier.

De rechthebbenden die lid zijn van één van de in artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties, dienen hun aanvraag in door toedoen van hun werknemersorganisatie.

De andere rechthebbenden dienen hun aanvraag rechtstreeks bij het Fonds in.

Art. 41. De uitkering van de vergoeding gebeurt door het Fonds. Voor het jaar van pensionering, wordt de vergoeding uitbetaald naar verhouding van 1/12 van het totaal jaarbedrag per maand van pensionering.

De uitbetalingsmodaliteiten worden door het Paritair beheerscomité bepaald.

Voor de rechthebbenden die hun aanvraag hebben ingediend door toedoen van één van de in artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties, geschiedt de betaling door toedoen van hun werknemersorganisatie ; voor de anderen geschiedt de betaling rechtstreeks door het Fonds.

Art. 42. De rechthebbenden die de vergoeding een eerste maal hebben ontvangen, moeten de daaropvolgende jaren geen nieuwe aanvraag indienen. In de maand januari stuurt het Fonds voor bestaanszekerheid aan diegenen die reeds deze vergoeding ontvingen, een formulier "hernieuwing".

Naargelang het geval, overhandigt de rechthebbende het ondertekend formulier "hernieuwing" aan de werknemersorganisatie of rechtstreeks aan het Fonds.

Zo bij ontvangst van het formulier "hernieuwing", de rechthebbende overleden is, moet(en) de weduwe(naar) of erfgena(a)m(en) bij het formulier een uittreksel van de akte van overlijden voegen.

Indien de rechthebbende gepensioneerde overleden is vóór januari, vervalt het recht op de vergoeding.

Hoofdstuk VIII bis - Vergoeding aan gepensioneerden (NB : Algemene regeling van toepassing vanaf 1 juli 1997)

Art. 43. Een vergoeding wordt toegekend aan de gepensioneerde werklieden die tijdens hun beroepsloopbaan tewerkgesteld zijn geweest in een onderneming welke ressorteert onder de bevoegdheid van het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking.

Art. 44. § 1. 1° Om het recht te openen op deze vergoeding dienen de werklieden gelijktijdig aan volgende voorwaarden te voldoen :

- hun laatste werkgever ressorteert onder de bevoegdheid van het Paritair comité 126.
- ten minste de leeftijd van 60 jaar hebben bereikt.
- een rustpensioen genieten overeenkomstig de wettelijke bepalingen betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers.
- ten minste 10 volledige jaren tewerkstelling in het arbeidersstatuut bewijzen in een onderneming uit de sector stoffering en houtbewerking, tijdens de periode van 30 jaar voorafgaand aan de rustpensioenleeftijd.

Met tewerkstelling wordt bedoeld de effectief gepresteerde dagen en daaraan gelijkgestelde dagen.

2° Bij afwijking van wat voorafgaat, kunnen ook bedienden het recht op de vergoeding openen op voorwaarde dat :

1. zij alle onder §1. 1° gestelde voorwaarden vervullen
2. zij tijdens de periode van 10 jaar die voorafgaat aan hun pensionering het statuut van bediende verwerven bij de werkgever waar zij voordien het arbeidersstatuut hadden.

§ 2. Wanneer het recht is geopend, wordt de loopbaan bepaald die in aanmerking komt voor het vaststellen van het jaarbedrag.

De loopbaan van de werknemer waarmee wordt rekening gehouden is gelijk aan de som van alle volledige jaren tewerkstelling bij een werkgever (meerdere werkgevers) die ressorteert (ressorteren) onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de stoffering en houtbewerking.

Volledige jaren worden gerekend van datum tot datum.

Voor onvolledige jaren wordt de volgende deling toegepast: $x/220$, waarbij x = de som van alle bezoldigde en gelijkgestelde dagen in de 5 dagen week.

Wanneer het resultaat van deze deling opnieuw resulteert in een breuk, wordt het afgerond als volgt :

0,5 of meer = 1
minder dan 0,5 = 0

§ 3. Voor de toepassing van § 1 en § 2 komen als "gelijkgestelde" dagen in aanmerking, de dagen van schorsing van de arbeidsovereenkomst, zoals vermeld in art. 16, 17, 18 en 19 van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie der loonarbeiders. Periodes buiten de arbeidsovereenkomst worden niet gelijkgesteld.

Art. 45. De vergoeding

§ 1. Het bedrag van de vergoeding wordt vastgesteld aan de hand van de bewezen loopbaan als arbeider in de sector.

Bewezen loopbaan als arbeider	Bedrag van de vergoeding	
minder dan 10 jaar	-	
10 jaar of meer, doch minder dan 15 jaar	247,89 €	10.000 BEF
15 jaar of meer, doch minder dan 20 jaar	371,84 €	15.000 BEF
20 jaar	495,79 €	20.000 BEF
21 jaar	520,58 €	21.000 BEF
22 jaar	545,36 €	22.000 BEF
23 jaar	570,15 €	23.000 BEF
24 jaar	594,94 €	24.000 BEF
25 jaar en meer	619,73 €	25.000 BEF

§ 2. Voor het begrip "volledig jaar" wordt verwezen naar hetgeen is bepaald in art. 44 § 2.

§ 3. De vergoeding wordt voor de eerste maal uitbetaald op het einde van de maand juni van het jaar volgend op het jaar waarin het wettelijk rustpensioen een aanvang nam.

De eerste uitbetaling wordt geproratiseerd naar verhouding van 1/12 per maand pensionering van het voorgaande jaar.

§ 4. De vergoeding zoals voorzien in art. 45 § 1 wordt de daaropvolgende jaren uitgekeerd op het einde van de maand juni en dit totdat 15 volledige vergoedingen werden betaald.

§ 5. De vergoeding is slechts verschuldigd aan de werklieden die op 30 juni van ieder jaar waarin de vergoeding wordt uitbetaald, nog in leven zijn.

Art. 46. Aanvraag

§ 1. De rechthebbenden dienen de aanvraag tot toekenning van bedoelde vergoeding in op een daartoe bestemd formulier.

De rechthebbenden die lid zijn van één van de in art. 7 bedoelde werknemersorganisaties, dienen hun aanvraag in via deze werknemersorganisatie.

De andere rechthebbenden dienen hun aanvraag rechtstreeks in bij het Fonds voor bestaanszekerheid.

§ 2. Hernieuwing

De rechthebbenden die de vergoeding reeds een eerste maal ontvingen, moeten de daaropvolgende jaren geen nieuwe aanvraag indienen. In de loop van het eerste kwartaal ontvangen zij van het Fonds een formulier "hernieuwing" hetwelk ingevuld teruggestuurd wordt aan hun werknemersorganisatie of rechtstreeks aan het Fonds.

Een attest "leven" dient te worden bijgevoegd.

Het Paritair beheerscomité kan echter beslissen over te stappen naar een geautomatiseerd systeem van hernieuwing.

Art. 47. Uitbetaling

§ 1. Voor de rechthebbenden die hun aanvraag hebben ingediend via één van de in art. 7 bedoelde werknemersorganisaties, geschiedt de betaling door toedoen van hun werknemersorganisaties, voor de anderen gebeurt de betaling rechtstreeks door het Fonds.

§ 2. Erfgenamen die aanspraak maken op de uitbetaling van de in het vermogen van de overledene begrepen vergoeding, dienen bij het formulier "aanvraag" of "hernieuwing" ter staving volgende attesten te voegen :

- een uittreksel uit de akte van overlijden.
- bewijs van hun hoedanigheid van erfgenaam of van gevolmachtigde van de erfgenamen.

Art. 48. Cumul

§ 1. De rechthebbenden die reeds eenzelfde vergoeding ontvangen, uitbetaald door een ander Fonds voor bestaanszekerheid dan dat van de stoffering en houtbewerking, ontvangen maximum de vergoeding bedoeld in art. 45, verminderd met de vergoeding die zij reeds ontvangen.

§ 2. Sinds 1 januari 1990 bestaat er een overeenkomst tussen het Fonds voor bestaanszekerheid van de bouw en het Fonds voor bestaanszekerheid voor de stoffering en de houtbewerking, voor werknemers die beurtelings werden tewerkgesteld bij werkgevers ressorterend onder het Paritair comité stoffering en houtbewerking, hetzij onder het Paritair comité bouw.

Art. 49. Toepassingsdatum

§ 1. De vergoeding, zoals omschreven in dit hoofdstuk, wordt toegekend aan de rechthebbenden van wie het wettelijk rustpensioen een aanvang nam vanaf 1 juli 1997.

§ 2. Op de gepensioneerden die de vergoeding genieten in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 november 1995 en op de werknemers die op rustpensioen gegaan zijn vóór 1 juli 1997 is volgend overgangsregime van toepassing :

- de gepensioneerden van wie het recht op de vergoeding geopend werd vóór 1985, ontvangen in 1998 uitzonderlijk nog eenmaal het bedrag waarop zij ingevolge de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 november 1995 recht konden laten gelden.
- de gepensioneerden van wie het recht op de vergoeding geopend werd in de periode vanaf 1 januari 1985 tot en met 30 juni 1997, ontvangen jaarlijks het bedrag waarop zij ingevolge de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 november 1995 recht konden laten gelden, tot wanneer zij aldus 15 keer de jaarlijkse vergoeding hebben ontvangen.

Daarna vervalt hun individueel recht op de vergoeding.

Voor het overige blijven alle beschikkingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 november 1995 volledig van toepassing op deze gepensioneerden.

Hoofdstuk IX - Vergoeding aan de weduwe(naar) van een gepensioneerde

(NB : Dit hoofdstuk is enkel nog van toepassing voor de weduwe(naar) wiens echtgeno(ot)(e) overleed vóór 1 juli 1997 en op wie de overgangsregeling beschreven onder art. 59§1 van toepassing is).

Art. 50. Een vergoeding wordt toegekend aan de weduwe(naar) van een gepensioneerde werkmán die tijdens zijn beroepsloopbaan tewerkgesteld geweest is in een onderneming welke ressorteert onder het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking.

Wordt beschouwd als weduwe(naar), de rechthebbende volgens de criteria van de wettelijke bepalingen betreffende het rust- en overlevingspensioen voor arbeiders.

De voorziene vergoeding wordt voor de eerste maal toegekend in het jaar dat volgt op dat van het overlijden van de gepensioneerde.

Art. 51. Opdat de weduwe(naar) de vergoeding, voorzien in artikel 50, zou kunnen genieten, moet de gepensioneerde vóór het overlijden rechthebbende zijn op de vergoeding aan gepensioneerden.

Art. 52. De weduwe(naar) kan eveneens aanspraak maken op de vergoeding :

- indien de overledene aanspraak kon maken op de vergoeding aan gepensioneerden, doch deze eerste aanvraag niet heeft ingediend ;
- in geval van overlijden van de rechthebbende tussen 55 jaar en 60 jaar (vrouwen), en 60 jaar en 65 jaar (mannen), doch ten vroegste op het tijdstip dat de normale pensioengerechtigde leeftijd van de overledene zou zijn bereikt (60 jaar voor de vrouwen en 65 jaar voor de mannen).

Art. 53. Het bedrag en de toekenningsvoorwaarden van deze vergoeding worden door het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit. Het bedrag is vastgesteld op 60% van de vergoeding toegekend aan de gepensioneerde.

Art. 54. De rechthebbenden dienen de aanvraag tot toekenning van de bedoelde vergoeding in bij het Fonds op een daartoe bestemd formulier.

Wanneer de overledene lid was van één van de in artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties, wordt de aanvraag ingediend door toedoen van zijn werknemersorganisatie.

De andere rechthebbenden dienen hun aanvraag rechtstreeks bij het Fonds in.

Art. 55. De uitkering van de vergoeding gebeurt door het Fonds. De uitbetalingsmodaliteiten worden door het Paritair beheerscomité bepaald.

Wanneer de aanvraag werd ingediend door toedoen van één van de in artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties, geschiedt de betaling door toedoen van hun werknemersorganisatie; voor de anderen geschiedt de betaling rechtstreeks door het Fonds.

Art. 56. De rechthebbenden die de vergoeding een eerste maal hebben ontvangen, moeten de daaropvolgende jaren geen nieuwe aanvraag indienen.

In de maand mei stuurt het Fonds voor bestaanszekerheid aan diegenen die reeds deze vergoeding ontvingen, een formulier "hernieuwing".

Naargelang het geval, overhandigt de rechtverkrijgende het ondertekend formulier "hernieuwing" aan de werknemersorganisatie of rechtstreeks aan het Fonds.

Zo bij ontvangst van het formulier "hernieuwing", de rechthebbende weduwe(naar) overleden is, moet(en) de erfgena(a)m(en) bij het formulier een uittreksel van de akte van overlijden voegen.

Indien de rechthebbende weduwe(naar) overleden is vóór 1 januari, vervalt het recht op de vergoeding.

Hoofdstuk IX bis - Vergoeding aan de weduwe(naar) van een gepensioneerde
(NB : *Algemene regeling van toepassing vanaf 1 juli 1997*)

Art. 57. § 1. Een vergoeding wordt toegekend aan de weduwe(naar) van een gepensioneerde. Die gepensioneerde moet op het ogenblik van zijn overlijden rechthebbende zijn op de vergoeding in toepassing van art. 44 § 1.

De vergoeding bedraagt 30.000 BEF en is persoonsgebonden.
Deze vergoeding bedraagt vanaf 1 januari 2002 743,68 €.

§ 2. Daarnaast ontvangt de weduwe(naar) van een gepensioneerde, overleden tijdens het jaar voorafgaand (dit is het refertejaar) aan het jaar van uitbetaling, nog de volgende vergoeding

X/12 van het volledige bedrag dat de gepensioneerde nog zou hebben ontvangen indien hij op de datum van uitbetaling van de vergoeding aan gepensioneerden nog in leven zou zijn geweest.

X komt overeen met het aantal volledige maanden dat de gepensioneerde nog heeft geleefd tijdens het refertejaar.

§ 3. Bij ontstentenis van een weduwe(naar) vervalt het recht op de vergoeding.

Art. 58. § 1. De vergoeding zoals bepaald in dit hoofdstuk wordt toegekend aan de weduwe(naar) wier (wiens) echtgeno(o)t(e) overleed na 30 juni 1997.

§ 2. De in artikel 57 bedoelde vergoeding is eenmalig en wordt uitgekeerd in de loop van het kwartaal volgend op de datum waarop het overlijden ter kennis van het Fonds wordt gebracht zoals voorzien in art. 60.

§ 3. De vergoeding is persoonsgebonden. Het recht op de vergoeding vervalt indien de begunstigde weduwe(naar) overlijdt vóór de voorziene uitbetalingsdatum.

Art. 59. § 1. Tav de weduwe(naar) die een vergoeding genoot in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 november 1995, wordt volgende overgangsregeling toegepast :

- in 1998 : uitkering van 60% van het door hun overleden echtgeno(o)t(e) verworven bedrag (= zelfde bedrag zoals verschuldigd in 1997).
- in 1999 : uitkering van 40% van het door hun overleden echtgeno(o)t(e) verworven bedrag (= zelfde bedrag zoals verschuldigd in 1997).
- in 2000 : uitkering van 20% van het door hun echtgeno(o)t(e) verworven bedrag (= zelfde bedrag zoals verschuldigd in 1997).

In 2001 vervalt het recht voor deze rechthebbenden volledig.

§ 2. De vergoeding is persoonsgebonden. Het recht op de vergoeding vervalt indien de begunstigde weduwe(naar) overlijdt vóór de voorziene uitbetalingsdatum.

Art. 60. De rechthebbende dient een aanvraag in bij het Fonds op een daartoe bestemd formulier.

Indien de overleden gepensioneerde was aangesloten bij één van de in art. 7 bedoelde werknemersorganisaties, dan wordt de aanvraag via zijn/haar respectieve organisatie ingediend, de anderen dienen hun aanvraag rechtstreeks in bij het Fonds voor bestaanszekerheid.

Art. 61. De vergoeding wordt uitbetaald

- hetzij via de werknemersorganisatie die de aanvraag heeft ingediend
- hetzij rechtstreeks aan de betrokkene die de aanvraag rechtstreeks indiende.

Art. 62. De rechthebbenden waarvan sprake in artikel 59 § 1 volgen tijdens de overgangperiode, voor het verkrijgen van de vergoeding, dezelfde procedure als die voorzien voor de gepensioneerden in artikel 39 § 2.

Hoofdstuk X - Vergoeding aan de werklieden die, tengevolge van een fysieke handicap, lange tijd volledig arbeidsongeschikt zijn

Art. 63. Een vergoeding wordt toegekend aan de werklieden van de ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking die, als gevolg van een fysieke handicap, lange tijd volledig arbeidsongeschikt zijn.

Art. 64. Kunnen aanspraak maken op deze vergoeding, de werklieden die de volgende voorwaarden vervullen :

1. het bewijs leveren van een arbeidsongeschiktheid van ten minste 66%, ongeacht hun leeftijd, mits voorlegging van een attest van de controlerende geneesheer van de mutualiteit of verzekeringsmaatschappij,

De werkloze werklieden die de anciënniteitstoelage genieten zoals voorzien in het koninklijk besluit van 13 januari 1989 kunnen geen aanspraak maken op de vergoeding aan fysisch gehandicapten.

2. het bewijs leveren dat hun laatste werkgever onder het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking ressorteerde.

3. het bewijs leveren dat zij, gedurende de laatste tien jaar die de stopzetting van het werk voorafgaan of sinds het verlaten van de school, nergens anders tewerkgesteld zijn geweest dan in één of meer ondernemingen welke onder het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking ressorteren.

Alle gevallen van wettelijke schorsing en verbreking van de arbeidsovereenkomst worden, voor de toepassing van dit artikel, met tewerkstelling gelijkgesteld, voor zover deze inactiviteitsjaren de activiteitsjaren niet overtreffen, dwz dat de betrokkenen minstens 5 jaren effectieve activiteit moeten bewijzen en dat de andere 5 jaren inactiviteitsjaren in de sector mogen zijn.

Uitzondering wordt gemaakt voor de fysisch gehandicapten die de laatste 10 jaar niet volledig kunnen rechtvaardigen ; zij moeten gedurende de 25 jaar die de stopzetting van hun werk voorafgaan, 15 jaar in de sector tewerkgesteld zijn geweest, waarvan minstens 7,5 jaren effectieve activiteit ; de andere 7,5 jaren mogen inactiviteitsjaren in de sector zijn.

4. hun rechten op bijkomende vergoedingen, hetzij van werkloosheid, hetzij van ziekte of arbeidsongeval, toegekend door het Fonds voor bestaanszekerheid voor de stoffering en de houtbewerking hebben uitgeput.

Art. 65. Vanaf het ogenblik dat de werknemer zijn brugpensioen neemt, heeft hij geen recht meer op deze vergoeding.

Art. 66. Het bedrag en de toekenningsvoorwaarden van deze vergoeding worden door het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

Het bedrag is vastgesteld op 495,79 € (20.000 BEF) per jaar.

Art. 67. rechthebbenden dienen de aanvraag tot toekenning van de bedoelde vergoeding in bij het Fonds op een daartoe bestemd formulier in de loop van het dienstjaar dat volgt op dit tijdens hetwelk zij hun rechten op de bijkomende vergoedingen toegekend door het Fonds voor bestaanszekerheid hebben uitgeput.

De rechthebbenden die lid zijn van één van de in artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties, dienen hun aanvraag in door toedoen van hun werknemersorganisatie.

De andere rechthebbenden dienen hun aanvraag rechtstreeks bij het Fonds in.

Tot staving van hun aanvraag moeten de rechthebbenden het bewijs leveren dat zij, sinds het begin van de stopzetting van het werk, ononderbroken de uitkeringen voor werkloosheid, ziekte, arbeidsongeval of van het Fonds voor beroepsziekten, hebben genoten.

Art. 68. De uitkering van de vergoeding gebeurt door het Fonds naar verhouding van 1/12 van het totaal jaarbedrag per maand werkelijke ongeschiktheid.

De uitbetalingsmodaliteiten worden door het Paritair beheerscomité bepaald.

Voor de rechthebbenden die hun aanvraag hebben ingediend door toedoen van één van de in artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties, geschiedt de betaling door toedoen van hun werknemersorganisatie ; voor de anderen geschiedt de betaling rechtstreeks door het Fonds.

Art. 69. De rechthebbenden die de vergoeding een eerste maal hebben ontvangen, moeten de daaropvolgende jaren geen nieuwe aanvraag indienen.

In de maand december stuurt het Fonds voor bestaanszekerheid aan diegenen die reeds deze vergoeding ontvingen, een formulier "hernieuwing".

Dit hernieuwingsformulier, tot staving van de voortzetting van de werkonbekwaamheid (ziekenfonds, verzekeringsmaatschappij of Fonds voor beroepsziekten), moet behoorlijk ingevuld en ondertekend rechtstreeks of door de werknemersorganisatie aan het Fonds worden teruggestuurd.

Zo bij ontvangst van het formulier "hernieuwing", de rechthebbende overleden is, moet(en) de weduwe(naar) of de erfgena(a)m(en) bij het formulier een uittreksel van de akte van overlijden voegen.

Indien de rechthebbende gehandicapte overleden is vóór 1 januari, vervalt het recht op de vergoeding.

Art. 70. Deze vergoeding wordt toegekend tot de oppensioenstelling.

Hoofdstuk XI - Vergoeding aan de weduwe(naar) van een fysisch gehandicapte
(NB. Dit hoofdstuk is enkel nog van toepassing voor de weduwe(naar) van een fysisch gehandicapte wiens echtgeno(o)t(e) overleed vóór 1 juli 1997)

Art. 71. Een vergoeding wordt toegekend aan de weduwe(naar) van een fysisch gehandicapte van de ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking.

Wordt beschouwd als weduwe(naar), de rechthebbende volgens de criteria van de wettelijke bepalingen betreffende het rust- en overlevingspensioen voor arbeiders.

De voorziene vergoeding wordt voor de eerste maal toegekend in het jaar dat volgt op dat van het overlijden van de fysisch gehandicapte.

Art. 72. Opdat de weduwe(naar) de vergoeding voorzien in art. 71 zou kunnen genieten, moet de gehandicapte vóór het overlijden rechthebbende zijn op de vergoeding aan fysisch gehandicapten.

Art. 73. De weduwe(naar) kan eveneens aanspraak maken op de vergoeding indien de overledene aanspraak kon maken op de vergoeding aan fysisch gehandicapte, doch deze eerste aanvraag niet heeft ingediend.

Art. 74. Het bedrag en de toekenningsvoorwaarden van deze vergoeding worden door het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit. Het bedrag wordt vastgesteld op 297,47 € (12.000 BEF) per jaar.

Art. 75. De rechthebbenden dienen de aanvraag tot toekenning van de bedoelde vergoeding in bij het Fonds op een daartoe bestemd formulier.

Wanneer de overledene lid was van één van de in artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties, wordt de aanvraag ingediend door toedoen van hun werknemersorganisatie.

De andere rechthebbenden dienen hun aanvraag rechtstreeks bij het Fonds in.

Art. 76. De uitkering van de vergoeding gebeurt door het Fonds. De uitbetalingsmodaliteiten worden door het Paritair beheerscomité bepaald.

Wanneer de aanvraag werd ingediend door toedoen van één van de in artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties, geschiedt de betaling door toedoen van hun werknemersorganisatie; voor de anderen geschiedt de betaling rechtstreeks door het Fonds.

Art. 77. De rechthebbenden die de vergoeding een eerste maal hebben ontvangen, moeten de daaropvolgende jaren geen nieuwe aanvraag indienen.

In de maand mei stuurt het Fonds voor bestaanszekerheid aan diegenen die reeds deze vergoeding ontvingen, een formulier "hernieuwing".

Naargelang het geval, overhandigt de rechtverkrijgende het ondertekend formulier "hernieuwing" aan de werknemersorganisatie of rechtstreeks aan het Fonds.

Zo bij ontvangst van het formulier "hernieuwing" de rechthebbende weduwe(naar) overleden is, moet(en) de erfgena(a)m(en) bij het formulier een uittreksel van de akte van overlijden voegen.

Indien de rechthebbende weduwe(naar) overleden is vóór 1 januari, vervalt het recht op de vergoeding.

Hoofdstuk XI bis - Vergoeding aan de weduwe(naar) van een fysisch gehandicapte (NB : Algemene regeling van toepassing vanaf 1 juli 1997)

Art. 78. Een vergoeding wordt toegekend aan de weduwe(naar) van een fysisch gehandicapte. Die fysisch gehandicapte moet op het ogenblik van zijn/haar overlijden rechthebbende zijn op een vergoeding in toepassing van art. 64.

Wordt beschouwd als weduwe(naar), de rechthebbende volgens de criteria van de wettelijke bepalingen betreffende het rust- en overlevingspensioen voor arbeiders.

Art. 79. De vergoeding bedraagt **495,79 €** (20.000 BEF) en is persoonsgebonden. Bij onstentenis van een weduwe(naar), vervalt het recht op de vergoeding.

Art. 80. § 1. De vergoeding zoals bepaald in dit hoofdstuk wordt toegekend aan de weduwe(naar) wier (wiens) echtgeno(o)t(e) overleed na 30 juni 1997.

§ 2. De in artikel 79 bedoelde vergoeding is eenmalig en wordt uitgekeerd in de loop van het kwartaal volgend op de datum waarop het overlijden ter kennis van het Fonds wordt gebracht zoals voorzien in art. 60.

§ 3. De vergoeding is persoonsgebonden. Het recht op de vergoeding vervalt indien de begunstigde weduwe(naar) overlijdt vóór de voorziene uitbetalingsdatum.

Art. 81. § 1. Tav de weduwe(naar) die een vergoeding genoot in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 november 1995, wordt volgende overgangsregeling toegepast :

- in 1998 : uitkering van 60% van het door hun overleden echtgeno(o)t(e) verworven bedrag (= zelfde bedrag zoals verschuldigd in 1997).
- in 1999 : uitkering van 40% van het door hun overleden echtgeno(o)t(e) verworven bedrag (= zelfde bedrag zoals verschuldigd in 1997).
- in 2000 : uitkering van 20% van het door hun echtgeno(o)t(e) verworven bedrag (= zelfde bedrag zoals verschuldigd in 1997).

In 2001 vervalt het recht voor deze rechthebbenden volledig.

§ 2. De vergoeding is persoonsgebonden. Het recht op de vergoeding vervalt indien de begunstigde weduwe(naar) overlijdt vóór de voorziene uitbetalingsdatum.

Art. 82. De rechthebbende dient de aanvraag tot toekenning van de bedoelde vergoeding in bij het Fonds op een daartoe bestemd formulier.

Wanneer de overledene lid was van één van de in art. 7 bedoelde werknemersorganisaties, wordt de aanvraag ingediend door toedoen van zijn/haar werknemersorganisatie.

De andere rechthebbenden dienen hun aanvraag rechtstreeks bij het Fonds in.

Art. 83. De vergoeding wordt uitbetaald

- hetzij via de werknemersorganisatie die de aanvraag heeft ingediend
- hetzij rechtstreeks aan betrokkene die de aanvraag rechtstreeks indiende.

Art. 84. De rechthebbenden waarvan sprake in artikel 81 § 2 volgen tijdens de overgangperiode, voor het verkrijgen van de vergoeding, dezelfde procedure als die voorzien voor de gepensioneerden in artikel 46 § 2.

Hoofdstuk XII - Bijzondere tegemoetkoming toe te kennen aan sommige bejaarde werknemers die elke beroepsactiviteit hebben stopgezet en die noch het sectoraal conventioneel brugpensioen, noch de anciënniteitstoelage in uitvoering van het koninklijk besluit van 13 januari 1989 kunnen genieten

Art. 85. De bijzondere tegemoetkoming wordt toegekend vanaf de leeftijd van 50 jaar aan de werknemers die ontslagen worden in een onderneming die ressorteert onder het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking en die elke beroepsactiviteit definitief stopzetten.

Art. 86. Om de bijzondere tegemoetkoming te genieten, moeten de in artikel 85 bedoelde werknemers aan de volgende voorwaarden voldoen :

- volledig uitkeringsgerechtigde werkloze zijn en op het tijdstip van de toekenning de werkloosheidsuitkering genieten



- geen aanvullende vergoeding genieten, uitgekeerd door het Fonds voor bestaanszekerheid voor de stoffering en de houtbewerking
- de anciënniteitstoelage in uitvoering van het koninklijk besluit van 13 januari 1989 betreffende de toekenning van een anciënniteitstoelage aan oudere werklozen (*Belgisch staatsblad* van 19 januari 1989) en het sectoraal bruggensioen niet genieten.

Art. 87. Het bedrag van de bijzondere tegemoetkoming bedraagt 49,58 € (2000 BEF) per maand. Het beheerscomité van het Fonds voor bestaanszekerheid voor de stoffering en de houtbewerking stelt het tijdstip en de wijze van betaling vast.

Art. 88. De aanvraag tot toekenning van de bijzondere tegemoetkoming moet worden ingediend bij het Fonds voor bestaanszekerheid door toedoen van de syndicale organisaties die de collectieve arbeidsovereenkomst hebben ondertekend of door de betrokkene rechtstreeks bij middel van een daartoe bestemd formulier. Het beheerscomité van het Fonds voor bestaanszekerheid voor de stoffering en de houtbewerking bepaalt de praktische modaliteiten en de procedure die moeten gevolgd worden bij het indienen en het behandelen van de aanvragen tot toekenning.

Hoofdstuk XIII - Administratiekosten

Art. 89. De administratiekosten voor de aanvullende sociale voordelen worden jaarlijks door het Paritair beheerscomité van het Fonds voor bestaanszekerheid voor de stoffering en de houtbewerking bepaald.

Hoofdstuk XIV - Bijzondere gevallen

Art. 90. Alle bijzondere gevallen resulterend uit de toepassing van de hierboven voorziene schikkingen kunnen worden voorgelegd aan het Paritair beheerscomité van het Fonds voor bestaanszekerheid voor de stoffering en de houtbewerking.

Hoofdstuk XV - Geldigheidsduur

Art. 91. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is voor onbepaalde tijd gesloten en treedt in werking op 1 januari 2001, *uitgenomen voor de artikelen waarvoor een andere toepassingsdatum wordt vermeld.*

Zij kan door één der partijen worden opgezegd mits een opzegging van zes maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking.

De organisatie die het initiatief van opzegging neemt, verbindt er zich toe de reden ervan bekend te maken.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 november 1999, gesloten ter vervanging van de Cao van 24 maart 1993 tot vaststelling van het bedrag en de wijze van toekenning en uitkering van de aanvullende sociale voordelen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 23 september 1994, *Belgisch staatsblad* van 24 november 1994.